



ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ

ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΕΝ ΑΘΗΝΑΙΣ
ΤΗ 4 ΙΟΥΛΙΟΥ 1980

ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟΝ

ΑΡΙΘΜΟΣ ΦΥΛΛΟΥ
155

ΝΟΜΟΣ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 1058

Περί κηρύξεως της εις Παρίσιους υπογραφείσης την 13 Μαΐου 1977 συμφωνίας της σχετικής με την Ίδρυση του Προσωρινού Ευρωπαϊκού Όργανισμού Τηλεπικοινωνιών μέσω Δορυφόρου μετά των παραρτημάτων ΑΙ και Β αυτής.

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ
ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

Ψηφισάμενοι ομοφώνως μετά της Βουλής, άπεφασίσμεν:

Άρθρον πρώτον.

1. Κηρύσσεται και έχει ισχόν νόμου ή εις Παρίσιους υπογραφείσα την 13 Μαΐου 1977 συμφωνία ή σχετική με την Ίδρυση του Προσωρινού Ευρωπαϊκού Όργανισμού Τηλεπικοινωνιών μέσω Δορυφόρου:

α) Μετά του παραρτήματος ΑΙ αυτής, άποτελουμένου εκ της εις Παρίσιους υπογραφείσης την 10 Μαρτίου 1978, συμπληρωματικής συμφωνίας της σχετικής «με το Διαστημικό Τομέα του Δορυφορικού Τηλεπικοινωνιακού Συστήματος για τη σταθερή ύπηρεσία (ECS)» και των συνημμένων εις αυτήν φύλλων και σχεδίου και

β) μετά του παραρτήματος Β αυτής άποτελουμένου εκ της Έντολής.

2. Τα κείμενα της κατά την προηγουμένη παράγραφον συμφωνίας και των παραρτημάτων ΑΙ και Β αυτής εις το πρωτότυπον εις την γαλλικήν γλώσσαν και εις μετάφρασιν εις την ελληνικήν έχουν ως άκλουθώς:

CONFERENCE DES ADMINISTRATIONS
DES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS
CONSTITUTIVE D' EUTELSAT INTERIMAIRE

A C C O R D

RELATIF A LA CONSTITUTION D'UNE
ORGANISATION EUROPEENNE PROVISOIRE
DE TELECOMMUNICATIONS PAR SATELLITE
«EUTELSAT INTERIMAIRE»

(PREAMBULE)

L' Administration/Exploitation privée reconnue
Administration Italienne des Postes et Télécommu-
nications
Administration Française des Postes et Télécommu-
nications
Régie des Télégraphes et des Téléphones de Belgique
Administration des Postes et Télécommunications
du Luxembourg
Correios e Telecomunicaçoes de Portugal
Deutsche Bundespost
Administration Autrichienne des Postes et Télé-
graphes
Administration Néerlandaise des Postes Télégraphes
et Téléphones
Administration Danoise des Postes et Télécommuni-
cations
Administration Suédoise des Télécommunications
Administration Norvégienne des Télécommunications
The Post Office of the United Kingdom of Great
Britain and Northern Ireland
Administration des Postes et Télécommunications
de Turquie
Administration Espagnole des Postes et Télécommu-
nications
Administration des Postes et des Télégraphes de
Finlande
Direction Générale de l'Entreprise des Postes Télé-
graphes et Téléphones Suisses
Communauté des Postes Télégraphes et Téléphones
Yougoslaves

.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....

ci-après dénommées les Parties signataires

tenant compte des résultats des études poursuivies par
le Comité de Coordination des Télécommunications
par Satellite (CCTS) de la Conférence Européenne des
Administrations des Postes et des Télécommunications
(CEPT) sur les possibilités d'exploiter ces systèmes de
télécommunications par satellite mis en place par les
Administrations européennes de télécommunications;

tenant compte des travaux effectués par l'Agence
Spatiale Européenne dans le domaine des satellites
de télécommunications;

désirant participer à des systèmes de télécommuni-
cations par satellite mis en place par les Administrations
européennes de télécommunications sans remettre en
cause leurs droits et obligations à l'égard du système
INTELSAT tels qu'ils résultent de «l'Accord relatif à
l'Organisation Internationale de Télécommunications
par Satellite» entré en vigueur le 12 février 1973 et du
système INMARSAT tels qu'ils résultent de la «Con-
vention portant création de l'Organisation internationale
de télécommunications maritimes par satellites ou-
verte à la signature à Londres, le 3 septembre 1976;

estimant qu'il est souhaitable d'établir un régime pro-
visoire en attendant l'élaboration du régime définitif
de gestion des systèmes commerciaux de télécommuni-
cations par satellite, incluant tous les types de services
de télécommunications, mis en place par les Admini-
strations européennes de télécommunications et ou-
verts à toutes les Administrations européennes de télé-
communications;

agissant conformément aux dispositions de la Con-
vention Internationale des Télécommunications.

SONT CONVENUES DE CE QUI SUIT:

ARTICLE 1 - (DEFINITIONS)

Aux fins du présent Accord :

a) L'expression «Partie signataire» désigne une Admi-
nistration membre de la CEPT ou une Exploitation pri-
vée reconnue dûment autorisée pour cela par son Admi-
nistration membre de la CEPT qui a signé le présent
Accord.

b) L'expression «Signataire» désigne une Partie si-
gnataire ou un organisme national de télécommuni-
cations, public ou privé, mandaté par une Administration
membre de la CEPT et qui a signé un Accord additionnel
relatif à un secteur spatial déterminé conformément au
paragraphe a) de l'Article 3.

c) L'expression «Membre Associé» désigne une Admi-
nistration de télécommunications ou une Exploitation
privée reconnue qui participe à l'un des secteurs spa-
tiaux conformément aux dispositions du paragraphes m)
de l'Article 13 du présent Accord.

d) L'expression «Secteur Spatial» désigne des satellit-
es de télécommunications ainsi que l'équipement et
les installations de repérage, de contrôle, de commande
et autres, nécessaires au fonctionnement des satellites
de télécommunications.

e) L'expression «Secteur Spatial ECS» désigne le
secteur spatial du système de télécommunications par
satellite du Service Fixe, mis en place, exploité et utilisé
par les Administrations européennes, tel qu'il est décrit
dans l'Accord additionnel concerné.

f) L'expression «Secteur Spatial MAROTS» désigne le
secteur spatial du système de télécommunications par
satellite du Service Mobile maritime mis en place par
les Administrations européennes, tel qu'il est décrit dans
l'Accord additionnel concerné.

g) L'expression «dépenses de fonctionnement d'EU-
TELSAT INTERIMAIRE» désigne tous les frais com-
muns aux secteurs spatiaux (tels que frais d'Admini-
stration, frais de personnel, etc....).

ARTICLE 2 - (CREATION D'EUTELSAT INTERI-
MAIRE)

a) Par le présent Accord, les Parties signataires créent
une organisation provisoire européenne de télécommu-
nications par satellite dénommée EUTELSAT INTERI-
MAIRE, chargée d'assurer la mise en place, l'exploitation
et l'entretien des secteurs spatiaux de systèmes de télé-
communications par satellite et de conclure les accords
nécessaires à cette fin notamment, avec l'Agence Spa-
tiale Européenne.

b) Les engagements financiers des Parties signataires,
en tant que telles, résultent des dispositions du para-
graphe a) 1) de l'Article 12 du présent Accord.

ARTICLE 3 - (PARTICIPATION AUX SECTEURS
SPATIAUX)

a) Les Parties signataires désirant participer à la
mise en place, l'exploitation et l'entretien d'un secteur
spatial signent un Accord additionnel prenant la forme
d'une Annexe au présent Accord désigné ci-après par

l'expression «Accord additionnel». Les Signataires d'un de ces Accords additionnels s'engagent à assumer toutes les charges et responsabilités relatives au secteur spatial considéré qui découlent du présent Accord et de l'Accord additionnel en question, y compris la participation financière.

b) Une Administration membre de la CEPT a la faculté de désigner un organisme national de télécommunications, public ou privé, pour la signature d'un Accord additionnel.

Dans un tel cas, la Partie signataire et l'organisme national de télécommunications désigné sont conjointement et solidairement responsables vis-à-vis d'EUTELSAT INTERIMAIRE de tous les engagements relatifs au secteur spatial considéré qui découlent du présent Accord et de l'Accord additionnel en question, y compris la participation financière.

Les rapports entre cet organisme national de télécommunications et la Partie signataire qui l'a désigné, sont régis par le droit national applicable.

ARTICLE 4 - (STRUCTURE D'EUTELSAT INTERIMAIRE)

EUTELSAT INTERIMAIRE comprend les organes suivants:

- l'Assemblée des Parties signataires
- le Conseil ECS chargé du secteur spatial ECS
- le Conseil MAROTS chargé du secteur spatial MAROTS
- le Secrétariat Général permanent dirigé par un Secrétaire Général.

ARTICLE 5 - (ASSEMBLEE DES PARTIES SIGNATAIRES: COMPOSITION ET VOTE)

a) L'Assemblée des Parties signataires est composée de toutes les Parties signataires du présent Accord. Une Partie signataire peut déléguer à une autre Partie signataire sa représentation à l'Assemblée des Parties signataires, mais aucune Partie signataire ne peut représenter plus de deux autres Parties signataires.

b) Une Administration membre de la CEPT ou une Exploitation privée reconnue dûment autorisée pour cela par son Administration membre de la CEPT, qui n'a pas signé le présent Accord, peut assister aux réunions de l'Assemblée des Parties signataires à titre d'observateur.

c) Chaque Partie signataire dispose d'une voix.

d) Pour toute réunion de l'Assemblée des Parties signataires, le quorum est constitué par les représentants d'une majorité des Parties signataires.

e) L'Assemblée des Parties signataires s'efforce de prendre des décisions à l'unanimité. A défaut d'accord unanime, elle décide:

-pour toute question de fond, par un vote favorable émis à la majorité des deux tiers des Parties signataires dont les représentants sont présents et votant.

-sur toute question de procédure, par un vote favorable émis à la majorité simple des Parties signataires dont les représentants sont présents et votant.

f) Tout différend sur le point de savoir si une question est de procédure ou de fond fait l'objet d'une décision du Président de l'Assemblée des Parties signataires. Une telle décision peut être rejetée à la majorité des deux tiers des Parties signataires dont les représentants sont présents et votant.

g) La première réunion de l'Assemblée des Parties signataires est convoquée par l'Administration du siège aussi rapidement que possible après l'entrée en vigueur du présent Accord, L'Assemblée des Parties signataires se réunit ensuite en fonction des besoins et au moins une fois par an.

h) L'Assemblée des Parties signataires adopte son règlement intérieur qui prévoit notamment le mode d'élection du Président et des autres membres du bureau si nécessaire, ainsi que la procédure de convocation de ses réunions.

ARTICLE 6 - (ASSEMBLEE DES PARTIES SIGNATAIRES : FONCTIONS)

L'Assemblée des Parties signataires exprime ses vues sur la politique générale et les objectifs d'EUTELSAT INTERIMAIRE compatibles avec les principes, les buts et le domaine d'activité d'EUTELSAT INTERIMAIRE.

Elle traite en outre de toutes les questions générales d'intérêt commun aux deux secteurs spatiaux ECS et MAROTS et elle a notamment les fonctions suivantes:

a) veiller aux intérêts d'EUTELSAT INTERIMAIRE et de ses membres dans toute les relations avec des organismes extérieurs;

b) approuver le budget et les comptes annuels relatifs aux dépenses de fonctionnement d'EUTELSAT INTERIMAIRE;

c) définir les principes concernant l'acquisition et l'approbation des contrats d'acquisition;

d) définir les principes régissant l'acquisition, la protection et l'attribution des droits relatifs aux inventions et à la propriété intellectuelle;

e) définir les principes concernant les relations avec des organismes extérieurs;

f) exprimer ses vues sur les rapports annuels des Conseils et approuver le rapport annuel établi par le Secrétaire Général sur l'activité d'EUTELSAT INTERIMAIRE; ces rapports sont transmis à toutes les Parties signataires.

g) considérer toute proposition d'amendement au présent Accord soumise par une Partie signataire.

ARTICLE 7 - (CONSEILS D'EUTELSAT INTERIMAIRE : COMPOSITION ET VOTE)

a) Jusqu'à l'entrée en vigueur de l'Accord additionnel relatif à un secteur spatial, chaque Partie signataire peut être représentée au Conseil concerné à raison d'un seul Conseiller.

A partir de l'entrée en vigueur d'un Accord additionnel relatif à un secteur spatial, chaque Signataire est représenté de plein droit au Conseil concerné par un seul Conseiller.

b) La représentation à chaque Conseil peut être déléguée, mais aucun Conseiller ne peut représenter plus de trois Parties signataires ou Signataires selon le cas.

c) Une Partie signataire peut participer à titre d'observateur au Conseil dans lequel elle n'est pas représentée.

d) Une Administration membre de la CEPT ou une Exploitation privée reconnue dûment autorisée pour cela par son Administration membre de la CEPT, qui n'a pas signé le présent Accord, peut assister aux réunions des Conseils à titre d'observateur.

e)

1) Jusqu'à l'entrée en vigueur de l'Accord additionnel relatif à un secteur spatial, chaque Conseiller dispose d'une voix au Conseil concerné.

2) A partir de l'entrée en vigueur de l'Accord additionnel relatif à un secteur spatial, chaque Conseiller dispose d'une voix pondérée correspondant à la quote-part de financement du Signataire qu'il représente.

f) Pour toute réunion d'un Conseil le quorum est constitué:

jusqu'à l'entrée en vigueur de l'Accord additionnel relatif à un secteur spatial, par une majorité des membres du Conseil concerné;

après l'entrée en vigueur de l'Accord additionnel relatif à un secteur spatial, par une majorité des membres du Conseil si cette majorité dispose au moins des deux tiers du total des voix pondérées de tous les Signataires de l'Accord additionnel en question.

g) Chaque Conseil s'efforce de prendre des décisions à l'unanimité. A défaut d'accord unanime, il décide:

jusqu'à l'entrée en vigueur de l'Accord additionnel: pour toute question de fond, par un vote favorable émis à la majorité des deux tiers des Conseillers présents et votant, chaque Conseiller disposant d'une voix;

sur toute question de procédure, par un vote favorable émis à la majorité simple des Conseillers présents et votant, chacun disposant d'une voix.

à partir de l'entrée en vigueur de l'Accord additionnel:

pour toute question de fond, par un vote favorable émis par au moins quatre Conseillers disposant au minimum des deux tiers du total des voix pondérées de tous les signataires de l'Accord additionnel concerné:

sur toute question de procédure, par un vote favorable émis à la majorité simple des Conseillers présents et votant, chacun disposant d'une voix.

h) Tout différend sur le point de savoir si une question est de procédure ou de fond fait l'objet d'une décision du Président du Conseil concerné. Une telle décision peut être rejetée par la majorité des deux tiers des Conseillers présents et votant, chacun disposant d'une voix.

i) La première réunion de chaque Conseil est convoquée par l'Administration du siège aussi rapidement que possible après l'entrée en vigueur du présent Accord. Chaque Conseil se réunit ensuite en fonction des besoins et au moins deux fois par an.

j) Chaque Conseil adopte son règlement intérieur qui prévoit notamment le mode d'élection du Président et des autres membres du bureau, si nécessaire, ainsi que la procédure de convocation de ses réunions.

k) Chaque Conseil peut, s'il le juge utile, créer des Comités consultatifs pour l'aider à remplir ses fonctions. Les Comités consultatifs afférents à un Conseil sont ouverts à la participation des représentants de tous les Signataires de l'Accord additionnel relatif au secteur spatial concerné. Les Comités consultatifs se réunissent en fonction des besoins, suivant un calendrier approuvé par le Conseil dont ils dépendent.

ARTICLE 8 - (CONSEILS D'EUTELSAT INTERIMAIRE : FONCTIONS)

Chaque Conseil est le principal organe de l'Organisation EUTELSAT INTERIMAIRE pour le secteur spatial concerné. Dans le cadre des dispositions de l'article 2 du présent Accord, chaque Conseil a les pouvoirs nécessaires pour exercer toutes les fonctions appropriées, y compris les suivantes:

a) poursuivre la collaboration avec l'Agence Spatiale Européenne en vue d'obtenir et d'assurer la continuité d'un secteur spatial fiable qui soit le mieux adapté aux besoins, aux conditions économiques les plus favorables à EUTELSAT; conclure les accords nécessaires;

b) prendre et maintenir les contacts nécessaires avec tout autre organisme qualifié et intéressé aux programmes européens de télécommunications par satellite;

c) encourager l'utilisation du secteur spatial en tenant dûment compte des prérogatives des Parties signataires;

d) établir et tenir à jour les prévisions de trafic;

e) conduire les études économiques et techniques nécessaires;

f) approuver le budget et les comptes annuels relatifs au secteur spatial;

g) établir les conditions d'accès au secteur spatial;

h) définir les caractéristiques techniques et de fonctionnement des stations qui auront accès au secteur spatial;

i) approuver, dans les conditions prévues à l'Article 14, toutes les stations terriennes, y compris les stations des navires, devant avoir accès au secteur spatial;

j) rechercher les solutions techniques les plus satisfaisantes pour l'interconnexion avec le réseau terrestre;

k) entreprendre toute autre étude ou action, notamment celle de coordination entre systèmes, qui pourrait s'avérer nécessaire dans le domaine des télécommunications par satellite;

l) spécifier les unités de mesure de l'utilisation du secteur spatial en fonction des divers types d'usage;

m) fixer périodiquement les taux de redevance d'utilisation du secteur spatial;

n) approuver les découverts et les emprunts rendus nécessaires lorsque cela est exigé par des circonstances particulières;

o) adopter les conditions régissant l'attribution de la capacité disponible du secteur spatial;

p) examiner les plaintes soumises par les Parties signataires, les Signataires, les autres utilisateurs et les tiers;

q) définir et mettre en oeuvre les procédures concernant l'acquisition et l'approbation des contrats d'acquisition

r) définir et mettre en oeuvre les procédures régissant l'acquisition, la protection et l'attribution des droits relatifs aux inventions et à la propriété intellectuelle;

s) approuver le rapport annuel sur ses activités et le soumettre à l'Assemblée des Parties signataires;

t) régler toute question administrative, budgétaire, financière, et autres, nécessaires au fonctionnement du secteur spatial;

u) considérer toute proposition d'amendement à un Accord additionnel soumise par un Signataire de cet Accord additionnel.

ARTICLE 9 - (SECRETARIAT GENERAL PERMANENT)

a) Le Secrétariat Général permanent d'EUTELSAT INTERIMAIRE est dirigé par un Secrétaire Général, élu par l'Assemblée des Parties signataires, qui est le membre de rang le plus élevé du personnel et qui est directement responsable devant l'Assemblée des Parties signataires et devant chaque Conseil de l'exécution de toutes les fonctions qui lui sont attribuées par décision de chacun d'eux. Le Secrétariat Général permanent assiste l'Assemblée des Parties signataires, les Conseils et les Comités consultatifs dans la préparation et l'exécution de leurs tâches, il assure les relations avec l'Administration du siège.

b) Le Secrétariat Général permanent se compose d'un personnel dont les membres sont de préférence détachés par les Parties signataires. L'importance de l'effectif du Secrétariat Général permanent est en rapport avec les fonctions à exercer.

c) La structure organique du Secrétariat Général permanent, la nomination des cadres, les effectifs, le statut et les conditions d'emploi du personnel sont approuvés par l'Assemblée des Parties signataires sur proposition du Secrétaire Général.

d) Le Secrétaire Général et le personnel du Secrétariat Général permanent doivent s'abstenir de toute action

ncompatible avec leurs responsabilités à EUTELSAT INTERIMAIRE.

ARTICLE 10 - (DROITS ET OBLIGATIONS)

a) Les Parties signataires et les Signataires exercent leurs droits et exécutent leurs obligations découlant du présent Accord et des Accords additionnels d'une manière propre à respecter pleinement et à promouvoir les principes énoncés dans le Préambule et les dispositions du présent Accord.

b) Les Parties signataires mandatent l'Administration du Royaume-Uni aux fins de représentation légale d'EUTELSAT INTERIMAIRE pendant la durée du présent Accord pour toutes les matières concernant exclusivement le secteur spatial MAROTS et mandatent également l'Administration française aux fins de représentation légale d'EUTELSAT INTERIMAIRE pendant la durée du présent Accord pour toutes les autres matières.

Les Signataires participant à un secteur spatial se déclarent conjointement et solidairement responsables dans la limite de leurs quotes-parts de financement de tous les engagements relatifs à la mise en place, l'exploitation et l'entretien de ce secteur spatial, pris au nom d'EUTELSAT INTERIMAIRE par l'Administration mandatée pour ce secteur spatial, agissant dans les limites du mandat dont les termes sont fixés au présent paragraphe et dans l'annexe B au présent Accord.

De même, toutes les Parties signataires se déclarent solidairement et conjointement responsables pour tous les engagements relatifs aux dépenses de fonctionnement d'EUTELSAT INTERIMAIRE.

c) Les Signataires participant au secteur spatial ECS insèrent dans les accords de trafic qu'ils négocient et concluent les dispositions prévoyant l'acheminement d'une partie raisonnable de leur trafic intra-européen par le secteur spatial ECS. Les Signataires participant au secteur spatial MAROTS s'efforcent d'utiliser dans toute la mesure du possible ce secteur spatial.

d) Afin de pouvoir satisfaire aux dispositions du paragraphe c) du présent article, les Signataires participant au secteur spatial ECS construiront, en temps voulu, des stations terriennes permettant l'accès au secteur spatial, soit pour leur usage individuel, soit, dans des cas particuliers et par accord mutuel, pour un usage conjoint.

e) Les Signataires peuvent, sous réserve de leur droit national applicable, négocier et conclure directement les accords de trafic appropriés portant sur l'utilisation qu'ils feront des voies de télécommunications fournies en vertu du présent Accord.

Les rapports entre tout organisme de télécommunications agissant en qualité de Partie signataire et l'autorité nationale qui l'a désigné sont régis par le droit national applicable.

ARTICLE 11 - (SIEGE D'EUTELSAT INTERIMAIRE)

Le Siège d'EUTELSAT INTERIMAIRE est fixé à PARIS.

L'Administration du pays siège donne son appui en cas de difficultés dans l'obtention des autorisations de séjour éventuellement nécessaires pour le personnel étranger du Secrétariat Général.

ARTICLE 12 - (DISPOSITIONS FINANCIERES)

a) 1. Jusqu'à l'entrée en vigueur des deux Accords additionnels, les dépenses de fonctionnement d'EUTELSAT INTERIMAIRE sont réparties entre les Parties signataires sur la base de deux classes :

Classe de 3 parts :

Allemagne, Autriche, Belgique, Danemark, Espagne, Finlande, France, Grèce, Irlande, Italie, Norvège, Pays-Bas, Portugal, Royaume-Uni, Suède, Suisse, Turquie, Yougoslavie.

Classe de 1 part :

Chypre, Islande, Liechtenstein, Luxembourg, Monaco, Cité du Vatican, St. Marin, Malte.

2. A partir de l'entrée en vigueur des deux Accords additionnels, les dépenses de fonctionnement d'EUTELSAT INTERIMAIRE sont réparties entre les deux secteurs spatiaux dans une proportion fixée par l'Assemblée des Parties signataires.

b) Toutes les dépenses et toutes les recettes relatives à un seul secteur spatial sont imputées à ce secteur.

c) Des comptes distincts sont tenus pour chacun des secteurs spatiaux. Les comptes sont vérifiés chaque année par des commissaires aux comptes indépendants nommés par l'Assemblée des Parties signataires. Toute Partie signataire et tout Signataire peut avoir accès aux comptes d'EUTELSAT INTERIMAIRE.

d) Tous les besoins en financement et toutes les recettes de chaque secteur spatial sont répartis entre les Signataires et les Membres associés en fonction des quotes-parts de financement résultant de l'Accord additionnel correspondant.

e) Les besoins en financement comprennent :

1. tous les coûts directs et indirects d'EUTELSAT INTERIMAIRE pour la mise en place des secteurs spatiaux et l'acquisition d'autres biens d'EUTELSAT INTERIMAIRE;

2. les fonds nécessaires pour l'exploitation et l'entretien des secteurs spatiaux;

3. les indemnités à verser par EUTELSAT INTERIMAIRE en vertu de l'Article 16 b).

f) Les conditions financières régissant la participation des Membres associés sont déterminées par le Conseil concerné et fixées dans l'Accord particulier mentionné au paragraphe m de l'Article 13.

g) Les dépenses de participation aux réunions de l'Assemblée des Parties signataires, des Conseils, des Comités consultatifs ou à toute autre réunion d'EUTELSAT INTERIMAIRE sont à la charge des participants.

h) Dans le cadre du paragraphe b) de l'Article 10 du présent Accord, chaque Administration mandatée règle les frais encourus par EUTELSAT INTERIMAIRE à charge pour elle de recouvrer périodiquement la part due par chaque Partie signataire, ou Signataire selon le cas.

i) Chaque Conseil établit un échéancier des paiements à effectuer par les Parties signataires et les Signataires en vertu du présent Accord et des Accords additionnels.

j) Chaque usager d'un secteur spatial d'EUTELSAT INTERIMAIRE verse des redevances d'utilisation appropriées, fixées par le Conseil concerné.

k) Chaque Administration mandatée tient et conserve tous livres, documents, pièces et comptes de nature à justifier les sommes reçues et les dépenses effectuées et les tient à la disposition de l'Assemblée des Parties signataires ou du Conseil concerné, suivant le cas. L'approbation des comptes, par l'Assemblée des Parties signataires ou par le Conseil concerné, suivant le cas, vaut quitus pour l'Administration mandatée concernée et vaut attestation définitive que les sommes y afférentes imputées aux Parties signataires et aux Signataires étaient effectivement dues.

1) Les sommes dues à EUTELSAT INTERIMAIRE par les Parties signataires, les Signataires et les Membres associés sont payables à l'Administration mandatée concernée en monnaie du pays de cette Administration ou en monnaie librement convertible en cette monnaie dans le délai de deux mois à partir de la fin du mois au cours duquel le compte a été transmis. Un intérêt calculé à un taux fixé périodiquement par l'Assemblée des Parties signataires est ajouté à tout montant non réglé après la date fixée pour le paiement.

m) Chaque Conseil fixe la date et les conditions financières y compris les quotes-parts de financement pour l'admission des nouveaux Signataires au secteur spatial concerné. Pour permettre l'admission de nouveaux signataires et de telle sorte que la somme de toutes les quotes-parts de financement reste égale à 100 %, les quotes-parts de financement des autres signataires pour ce secteur spatial sont alors immédiatement réduites proportionnellement jusqu'au nouvel ajustement effectué conformément à l'Accord additionnel concerné.

n) Si un Signataire se retire, ou est considéré comme s'étant retiré d'un secteur spatial, les quotes-parts de financement sont ajustées de telle sorte que la somme de toutes les quotes-parts de financement reste égale à 100 % et les quotes-parts de financement sont immédiatement augmentés proportionnellement jusqu'au nouvel ajustement effectué conformément à l'Accord additionnel concerné.

ARTICLE 13 - (ADHESION - RETRAIT)

a) Le présent Accord est ouvert à la signature de toute Administration membre de la CEPT ou Exploitation privée reconnue dûment autorisée pour cela par son Administration membre de la CEPT, chaque pays n'étant représenté que par une seule Partie signataire.

b)

1. Lorsque l'adhésion au présent Accord d'une Administration ou Exploitation privée reconnue intervient après son entrée en vigueur, les conditions de participation de ladite Administration ou Exploitation privée reconnue sont fixées par l'Assemblée des Parties signataires conformément aux dispositions pertinentes de l'Article 12 du présent Accord.

2. Les conditions d'adhésion de ladite Administration ou Exploitation privée reconnue à un Accord additionnel sont fixées par le Conseil concerné conformément à l'Article 12 m).

3. Après l'entrée en vigueur de l'Accord additionnel relatif au deuxième secteur spatial, une Administration membre de la CEPT ou une exploitation privée reconnue dûment autorisée, ne peut adhérer à EUTELSAT INTERIMAIRE sans signer en même temps un des Accords additionnels.

c)

1. Toute partie signataire peut se retirer volontairement d'EUTELSAT INTERIMAIRE en notifiant par écrit sa décision au Secrétaire Général.

2. Tout Signataire peut se retirer volontairement d'un Accord additionnel en notifiant par écrit sa décision au Secrétaire Général.

3. Le retrait volontaire d'EUTELSAT INTERIMAIRE ou d'un Accord additionnel prend effet trois mois après la date de réception de la notification par le Secrétaire Général. Toutefois, ce retrait volontaire ne saurait remettre en cause les obligations de ladite Partie signataire ou dudit Signataire à l'égard des engagements pris jusqu'à la date de réception par le Secrétaire Général de la notification de retrait.

d) Si après l'échéance du délai de signature de l'Accord additionnel relatif à la mise en place du deuxième

secteur spatial, une Partie signataire ou un organisme national de télécommunications désigné par elle conformément au paragraphe b) de l'Article 3 du présent Accord, n'est pas ou n'est plus signataire d'au moins un des Accords additionnels, cette Partie signataire est réputé s'être retirée d'EUTELSAT INTERIMAIRE.

e) Si une Partie signataire ou un Signataire s'abstient de payer toute somme dont il est redevable, conformément aux dispositions de l'Article 12 du présent Accord, l'Assemblée des Parties signataires ou le Conseil compétent, suivant le cas, peut, à l'expiration du délai de trois mois qui suit l'échéance, et après examen de toute observation présentée par ladite Partie signataire ou ledit Signataire, décider que la Partie signataire ou le Signataire est réputé s'être retiré d'EUTELSAT INTERIMAIRE ou de l'Accord additionnel concerné selon le cas et, qu'à la date de la décision, le présent Accord additionnel cesse d'être en vigueur à l'égard de la Partie signataire ou du Signataire selon le cas.

f) Lorsqu'une Partie signataire se retire ou est réputée s'être retirée d'EUTELSAT INTERIMAIRE, tout Signataire, désigné par elle conformément au paragraphe b) de l'Article 3 du présent Accord, est réputé s'être retiré de tout Accord additionnel dont il est signataire.

Toutefois, le Conseil concerné s'efforce, dans les limites du présent Accord et en tenant compte des intérêts d'EUTELSAT INTERIMAIRE et dudit Signataire de définir une solution satisfaisante pour les parties intéressées.

g) La Partie signataire qui notifie une décision de retrait d'EUTELSAT INTERIMAIRE cesse d'avoir tout droit de représentation à l'Assemblée des Parties signataires et au(x) Conseil(s) concerné(s) et elle n'acquiert aucune obligation ou responsabilité à partir de la date de réception par le Secrétaire Général de la notification de retrait, sous réserve de l'obligation, pour la Partie signataire, à moins que l'Assemblée des Parties signataires et n'en décide autrement, de verser sa part des contributions nécessaires pour faire face à la fois aux engagements expressément autorisés avant la date de réception par le Secrétaire Général de la notification de retrait et aux responsabilités découlant d'actes ou d'omissions qui ont précédé la réception de la notification de retrait.

h) Le Signataire qui notifie une décision de retrait d'un Accord additionnel perd tout droit de représentation au Conseil concerné et il n'acquiert aucune obligation ou responsabilité à partir de la date de réception par le Secrétaire Général de la notification de retrait sous réserve de l'obligation pour ledit Signataire, à moins que le Conseil concerné n'en décide autrement, de verser sa part des contributions en capital nécessaires pour faire face à la fois aux engagements contractuels expressément autorisés avant la date de réception par le Secrétaire Général de la notification de retrait et aux responsabilités découlant d'actes ou d'omissions qui ont précédé la réception de la notification de retrait.

i) Si l'Assemblée des Parties signataires ou le Conseil concerné selon le cas décide en vertu du paragraphe e) du présent Article qu'une Partie signataire ou un Signataire selon le cas est réputé s'être retiré d'EUTELSAT INTERIMAIRE ou d'un Accord additionnel, cette Partie signataire ou ce Signataire n'assume aucune responsabilité après ladite décision, sous réserve de son obligation de verser sa part des contributions en capital nécessaires pour faire face à la fois aux engagements contractuels expressément autorisés avant ladite décision et aux responsabilités découlant d'actes ou d'omissions qui ont précédé celle-ci, à moins que

organe d'EUTELSAT INTERIMAIRE qui a pris la décision mentionnée ci-dessus n'en décide autrement. Si une Partie signataire est réputée s'être retirée d'EUTELSAT INTERIMAIRE en application du paragraphe d) du présent Article, elle n'assume, à partir de la date de cette décision que l'obligation de verser sa part des contributions aux dépenses de fonctionnement d'EUTELSAT INTERIMAIRE autorisées dans le budget de l'année en cours à cette date.

j) Toute notification de retrait et toute décision d'exclusion doivent être communiquées sans délai par le Secrétaire Général à toutes les Parties signataires et à tous les Signataires.

k) Dans les trois mois qui suivent la date d'effet du retrait d'EUTELSAT INTERIMAIRE, ou de l'un des Accords additionnels, d'une Partie signataire ou d'un Signataire en vertu du présent Article, le Secrétaire Général informe ladite Partie signataire ou ledit Signataire de l'évaluation que l'Assemblée des Parties signataires ou le Conseil concerné selon le cas a faite de sa situation financière dans EUTELSAT INTERIMAIRE à la date à laquelle le retrait prend effet et des modalités de règlement proposées.

l) Aucune disposition du présent Article n'a pour effet de supprimer tout droit acquis en tant que Partie signataire ou en tant que Signataire et qui est conservé après la date de réception de la notification de retrait et pour lequel aucune compensation n'a été reçue en vertu des dispositions du présent Article.

m) La participation de toute autre Administration de Télécommunications ou Exploitation privée reconnue à un secteur spatial en qualité de Membre associé est subordonnée à l'approbation de l'Assemblée des Parties signataires et fait l'objet d'un accord particulier entre ce Membre associé et le Conseil concerné. Toutefois, seules les Administrations européennes de télécommunications peuvent être admises à participer au secteur spatial ECS.

ARTICLE 14 - (APPROBATION DES STATIONS TERRIENNES)

a) Une demande d'approbation de station terrienne doit être soumise à EUTELSAT INTERIMAIRE avant toute utilisation du secteur spatial concerné.

b) Dans le cas d'une station terrienne à terre, la demande d'approbation doit être présentée par la Partie signataire ou le Signataire dont l'activité s'exerce sur le territoire où la station terrienne est ou sera située; si la station terrienne est située sur le territoire d'un pays européen qui n'a pas de Partie signataire au présent Accord ou, en cas d'utilisation du secteur spatial MAROTS, si la station terrienne est située sur le territoire de tout autre pays qui n'a pas de Partie signataire du présent Accord, la demande doit être présentée par un organisme de télécommunications dûment autorisé.

Chaque Partie signataire ou Signataire ou organisme de télécommunications visé à l'alinéa ci-dessus est responsable envers EUTELSAT INTERIMAIRE de ce que toute station terrienne pour laquelle il a déposé une demande, réponde aux règlements et aux normes fixés dans le document d'approbation émis par le Conseil concerné.

c) En ce qui concerne les stations terriennes de navire utilisant le secteur spatial MAROTS, les responsabilités et procédures concernant les spécifications, l'approbation de chaque type, les tests de réception et de vérification des stations terriennes de navire sont définies par le Conseil MAROTS.

En cas de mauvais fonctionnement d'une station terrienne de navire, une station terrienne à terre agissant sous l'autorité du Conseil MAROTS, peut intervenir, en tant que station de contrôle, en vue d'éliminer toute perturbation du secteur spatial.

ARTICLE 15 - (ATTRIBUTION DE PARTS D'UTILISATION DU SECTEUR SPATIAL ECS)

a) Toute demande d'attribution de capacité du secteur spatial ECS est présentée à EUTELSAT INTERIMAIRE par un Signataire ou, dans le cas d'un pays européen où il n'y a pas de Signataire, par un organisme de télécommunications dûment autorisé.

b) Il incombe à chaque Signataire ou organisme de télécommunications auquel une attribution a été faite en application du paragraphe a) du présent Article, de respecter les conditions établies par EUTELSAT INTERIMAIRE au sujet de ladite attribution.

ARTICLE 16 - (RESPONSABILITE)

a) EUTELSAT INTERIMAIRE ou toute Partie signataire ou tout Signataire ou une Administration mandatée en tant que telle et, lorsqu'il agit dans l'exercice de ses fonctions et dans les limites de ses attributions, tout haut fonctionnaire ou employé de l'un d'eux, tout représentant aux différentes réunions d'EUTELSAT INTERIMAIRE n'encourent aucune responsabilité à l'égard de toute Partie signataire ou de tout Signataire ou d'EUTELSAT INTERIMAIRE et aucune action en dommages-intérêts ne peut être intentée contre eux par suite de tout arrêt, retard ou mauvais fonctionnement des services de télécommunications fournis, ou qui doivent être fournis conformément au présent Accord et aux Accords additionnels.

b) Si EUTELSAT INTERIMAIRE ou toute Partie signataire ou tout Signataire ou une Administration mandatée, en tant que telle, est tenu, en vertu d'un jugement définitif rendu par un tribunal compétent, ou d'un compromis adopté ou approuvé par l'Assemblée des Parties signataires, ou par le Conseil compétent suivant le cas, de verser une indemnité, frais et dépens inclus, résultant d'une activité poursuivie par EUTELSAT INTERIMAIRE, conformément au présent Accord et aux Accords additionnels, dans la mesure où l'indemnité ne peut être acquittée ni par les fonds de roulement disponibles d'EUTELSAT INTERIMAIRE, ni par un tiers ou en exécution d'un contrat d'assurances ou d'autres dispositions financières, les Parties signataires ou les Signataires doivent verser à EUTELSAT INTERIMAIRE la partie non réglée de ladite indemnité au prorata de leur quote-part de financement respective à la date à laquelle le paiement par EUTELSAT INTERIMAIRE de ladite indemnité est devenu exigible.

c) Si une demande d'indemnité est présentée à une Partie signataire ou à un Signataire ou à une Administration mandatée, celui-ci doit, aux fins de remboursement de l'indemnité due en vertu du paragraphe b) du présent article, informer sans délai EUTELSAT INTERIMAIRE et la mettre en mesure de donner son avis, d'émettre des recommandations sur les moyens de défense ou de régler le différend et, dans les limites prescrites par le régime légal en vigueur pour le tribunal auprès duquel l'action est intentée, d'intervenir ou de se substituer à ladite Partie signataire ou audit Signataire ou à ladite Administration mandatée.

ARTICLE 17 - (REGLEMENT DES DIFFERENDS)

Tout différend relatif à l'interprétation ou à l'application du présent Accord et des Accords additionnels est soumis, s'il n'a pu être résolu autrement dans un

délai raisonnable, à un arbitrage dont la procédure est arrêtée par l'Assemblée des Parties signataires, lors de sa première réunion, à la majorité des deux tiers des Parties signataires dont les représentants sont présents et votants.

ARTICLE 18 - (RAPPORTS AVEC L'UNION EUROPEENNE DE RADIODIFFUSION - UER - ET D' AUTRES ORGANISATIONS INTERNATIONALES)

Le Conseil ECS peut, à son initiative ou à la demande de l'UER ou d'une autre organisation internationale, organiser des réunions communes avec des représentants de ces organismes au cours desquelles des questions bien définies et d'intérêt commun pourront être évoquées en tenant dûment compte des prérogatives des Parties signataires.

Le conseil MAROTS peut, dans les mêmes conditions, organiser des réunions communes avec des représentants d'organisations internationales représentatives, en particulier, d'intérêts maritimes.

L'ordre du jour ainsi que l'organisation de ces réunions sont arrêtés à l'avance par chaque Conseil.

ARTICLE 19 - (AMENDEMENTS)

Le présent Accord pourra être amendé par décision unanime de l'Assemblée des Parties signataires pendant :

cette Assemblée peut décider de la mise en oeuvre de nouveaux secteurs spatiaux dans les conditions de vote prévues à l'Article 5 e) pour les questions de fond,

les Accords additionnels peuvent être amendés par décision unanime du Conseil concerné en tenant compte de l'avis exprimé par l'Assemblée des Parties signataires.

ARTICLE 20 - (DISPOSITIONS CONCERNANT LE REGIME DEFINITIF D'EUTELSAT)

a) Au moins six mois avant la date prévisible de mise en exploitation du secteur spatial ECS, l'Assemblée des Parties signataires soumettra aux Parties signataires du présent Accord, un rapport présentant ses recommandations sur les dispositions définitives concernant l'Organisation EUTELSAT.

b) Quelle que soit la forme du régime définitif :

1) les buts de l'organisation EUTELSAT devront être conformes aux principes énoncés au Préambule du présent Accord;

2) toutes les Administrations membres de la CEPT et, moyennant accord de l'Assemblée des Parties signataires, toutes les autres Administrations des pays européens membres de l'Union Internationale des Télécommunications ou leur organisme désigné à cet effet pourront y adhérer;

3) les investissements faits par les Signataires seront sauvegardés;

4) des dispositions particulières devront notamment régler la question de la personnalité juridique d'EUTELSAT,

préciser les modalités et la périodicité suivant lesquelles les quotes-parts de financement des Signataires sont déterminées, ainsi que les conditions des réajustements financiers entre les Signataires,

fixer les conditions de rémunération du capital investi,

prévoir les conditions de fixation des redevances d'utilisation des secteurs spatiaux,

préciser les dispositions, y compris les modalités financières, réglant le transfert à EUTELSAT des fonctions confiées aux Administrations mandatées,

préciser les modalités réglant les relations avec l'Agence Spatiale Européenne.

c) Le rapport prévu au paragraphe a) du présent Article sera examiné au cours d'une conférence internationale des Parties signataires et à laquelle pourront participer également comme observateurs les Administrations des télécommunications européennes qui ne sont pas Parties signataires du présent Accord et qui sera réunie à cet effet par l'Administration des Télécommunications du siège dans les trois mois suivant le dépôt du rapport. Les Parties signataires du présent Accord s'efforceront d'obtenir que le régime définitif soit créé à la date la plus proche possible afin qu'il puisse entrer en vigueur au plus tard à la date de mise en exploitation du secteur spatial ECS.

d) Au cas où le régime définitif ne serait pas constitué à temps, EUTELSAT INTERIMAIRE sera chargée de l'exploitation et de l'entretien des secteurs spatiaux sur la base du présent Accord et des Accords additionnels jusqu'à l'entrée en vigueur du régime définitif.

ARTICLE 21 - (ENTREE EN VIGUEUR ET DUREE)

a) Le présent Accord entrera en vigueur le jour de sa signature par dix Administrations membres de la CEPT ou Exploitations privées reconnues dûment autorisées pour cela par leur Administration membre de la CEPT.

L'entrée en vigueur du présent Accord n'entraîne pas d'office l'entrée en vigueur des Accords additionnels qui font l'objet de dispositions particulières.

b) Le présent Accord restera ouvert à la signature jusqu'au quinze septembre mille neuf cent soixante dix sept. Après cette date les Administrations membres de la CEPT ou Exploitations privées reconnues dûment autorisées pour cela par leur Administration membre de la CEPT pourront adhérer au présent Accord conformément aux dispositions de l'Article 13 du présent Accord.

Si à cette date le nombre de Parties signataires requis conformément au paragraphe a) ci-dessus, n'est pas atteint, le présent Accord n'entrera pas en vigueur.

c) Aucune réserve ne peut être faite au présent Accord.

d) Le présent Accord reste applicable jusqu'à l'entrée en vigueur d'un nouvel Accord le remplaçant ou jusqu'à ce que les Parties signataires décident d'y mettre fin.

e) Dans le cas où l'Agence Spatiale Européenne déciderait de ne pas fournir l'un des deux secteurs spatiaux cités explicitement dans le présent Accord, celui-ci cesserait immédiatement d'être en vigueur. Ceci n'aura pas pour effet de libérer les Parties signataires et les Signataires des engagements souscrits pendant la période de validité du présent Accord.

ARTICLE 22 - (LANGUES)

Les langues française et anglaise sont admises pour les documents et les délibérations de l'Assemblée des Parties signataires et des Conseils.

ARTICLE 23 - (DIVERS)

a) Le Préambule et l'Annexe B (mandat) font partie intégrante du présent Accord.

Les Accords additionnels lorsqu'ils seront entrés en vigueur feront partie intégrante du présent Accord pour leurs Signataires et ils deviendront les Annexes A1 et A2 de cet Accord.

b) Le présent Accord est établi en un seul exemplaire en langue française lequel constitue le seul original qui est déposé auprès de l'Administration du siège; cette dernière transmet une copie certifiée conforme à chaque Partie signataire.

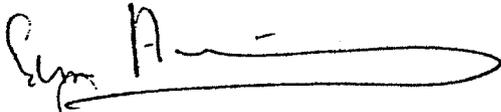
En foi de quoi, les Parties au présent Accord ont fait signer celui-ci en leur nom par leurs représentants respectifs dûment autorisés à cet effet.

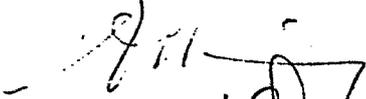
Fait à PARIS, le 13 mai 1977

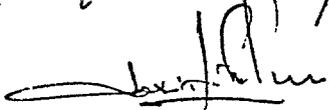
Carlo Azeglio (Italy)

Erno Thiery (Finland)

GTH

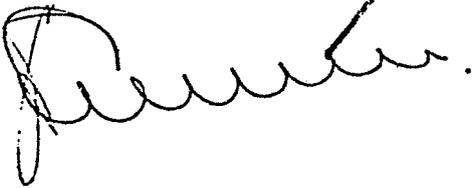






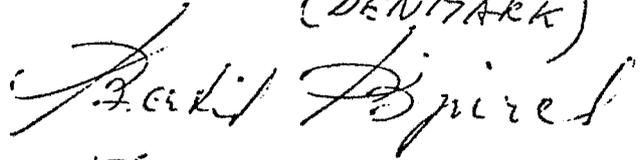
W. Kaut

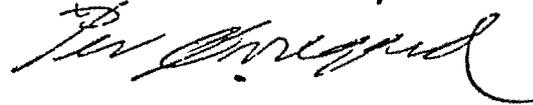




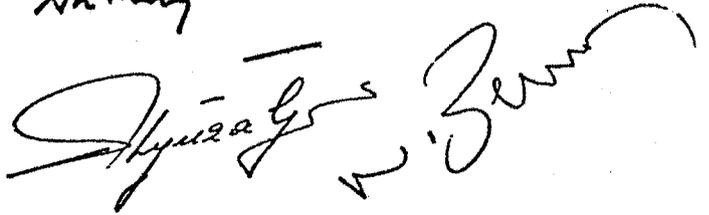
Poul Henningsen

(DENMARK)





Anthony P. Hawkins



Francine

Raimo Handu





APPE

DISPOSITIONS RELATIVES AU PROGRAMME OTS

Les activités relatives au programme O.T.S. (Orbital Test Satellite) du ressort des Administrations et des Exploitations privées reconnues de la CEPT sont exercées par le Conseil ECS.

Les Administrations ou Exploitations privées reconnues de la CEPT qui participent au programme O.T.S., mais qui ne sont pas Parties signataires peuvent toutefois, à leur demande, être représentées de plein droit aux travaux et délibérations du Conseil ECS et de ses Comités consultatifs lorsqu'ils portent exclusivement sur ce programme.

Dans ce cas, elles doivent s'engager à contribuer à toute dépense d'EUTELSAT INTERIMAIRE relative au programme O.T.S. qui leur sera imputée.

ANNEXE B

MANDAT

a) Une Administration mandatée conformément à l'Article 10 b) accomplit tout acte à la demande du Secrétaire Général agissant conformément aux décisions de l'Assemblée des Parties signataires ou de chaque Conseil, suivant le cas. Toutefois ce mandat est limité aux actes accomplis en application de l'objet et des dispositions du présent Accord et des Accords additionnels.

b) Dans le cadre fixé à l'Article 10 b) une Administration mandatée représente EUTELSAT INTERI-

MAIRE notamment pour la passation de tout contrat et en particulier la signature des Arrangements avec l'Agence Spatiale Européenne, pour contracter tous emprunts nécessaires et pour la poursuite de toute action en justice.

c) Une Administration mandatée n'est pas autorisée, à transférer à un tiers tout ou partie de son mandat à moins qu'elle ne reçoive dûment l'Accord de toutes les Parties signataires.

d) Une Administration mandatée est comptable des sommes versées ou reçues par EUTELSAT INTERIMAIRE. A cette fin, elle établit chaque année des comptes qui doivent être approuvés par l'Assemblée des Parties signataires ou par chaque Conseil suivant le cas.

e) Tout différend entre un organe d'EUTELSAT INTERIMAIRE et une Administration mandatée ou entre une Partie signataire et une Administration mandatée ou entre un Signataire et une Administration mandatée est réglé par arbitrage conformément aux dispositions de l'Article 17 du présent Accord.

f) Le mandat peut être résilié 6 mois après notification, soit par une Administration mandatée, soit par une personne dûment autorisée, agissant pour le compte de l'Assemblée des Parties signataires ayant décidé cette résiliation dans les conditions de vote prévues à l'Article 5 e) pour les questions de fond.

g) Dans le cas où une telle résiliation intervient, l'Administration mandatée reste responsable de tous les engagements pris pendant la durée de son mandat jusqu'à ce qu'une autre Administration soit mandatée à sa place. Toutefois, cette responsabilité ne pourra pas excéder le délai de 6 mois prévu à l'alinéa précédent.

ANNEXE A 1 A L' ACCORD

RELATIF A LA CONSTITUTION D'UNE ORGANISATION EUROPEENNE PROVISOIRE DE TELECOMMUNICATIONS PAR SATELLITE «EUTELSAT INTERIMAIRE»

ACCORD ADDITIONNEL

RELATIF AU SECTEUR SPATIAL DU SYSTEME DE TELECOMMUNICATIONS PAR SATELLITE DU SERVICE FIXE (E C S)

PREAMBULE :

Les Administrations/Exploitations privées reconnues
Administration des Postes et Télécommunications de Turquie

Administration Française des Postes et Télécommunications

Régie des Télégraphes et des Téléphones de Belgique
Companhia Portuguesa Radio Marconi

Administration Italienne des Postes et Télécommunications

Compania Telefonica Nacional de Espana

Administration Néerlandaise des Postes, Télégraphes et Téléphones

Administration Autrichienne des Postes et Télégraphes

Deutsche Bundespost

Administration Suédoise des Télécommunications

Administration Norvégienne des Télécommunications

Administration Danoise des Postes et Télécommunications

Administration des Postes et Télégraphes de Finlande

Direction Générale de l'Entreprise des Postes, Télégraphes et Téléphones Suisses

Administration des Postes et Télécommunications du Luxembourg

The Post Office of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland

Communauté des Postes, Télégraphes et Téléphones Yougoslaves

.....
.....

désirant participer à la mise en place, l'exploitation, l'entretien et l'utilisation du secteur spatial ECS décrit à la pièce jointe No 1 au présent Accord additionnel,

SONT CONVENUES DE CE QUI SUIT,

ARTICLE 1 – (DEFINITIONS)

L' expression «Accord constitutif» désigne l' ACCORD RELATIF A LA CONSTITUTION D' UNE ORGANISATION EUROPEENNE PROVISOIRE DE TELECOMMUNICATIONS PAR SATELLITE «EUTELSAT INTERIMAIRE».

ARTICLE 2 – (DROITS ET OBLIGATIONS DES SIGNATAIRES)

a) Par le présent Accord additionnel, les Signataires s' engagent à participer, à la mise en place, l' exploitation, l' entretien et l' utilisation du secteur spatial ECS et à assumer toutes les charges et responsabilités y afférentes telles qu' elles découlent à la fois de l' Accord constitutif et du présent Accord additionnel.

b) Les Signataires ont le droit d' utiliser la capacité du secteur spatial ECS en proportion de leur quote-part de financement.

ARTICLE 3 – (DISPOSITIONS FINANCIERES ADDITIONNELLES A L' ACCORD CONSTITUTIF)

a) Chaque Signataire contribue aux besoins en financement visés au paragraphe c) de l' Article 12 de l' Accord constitutif, en proportion de sa quote-part de financement.

b) Fondée sur des dispositions internes à l' Agence Spatiale Européenne et sur une convention de paiement entre l' Agence Spatiale Européenne et EUTELSAT INTERIMAIRE, la notification, à EUTELSAT INTERIMAIRE, par l' Agence Spatiale Européenne, de versements effectués par un de ses Etats-membres au titre de fournitures ou de services mis à la disposition d' EUTELSAT INTERIMAIRE par l' Agence Spatiale Européenne et qui, conformément au présent article, seraient autrement imputables à un Signataire, constitue une libération des engagements dudit Signataire à concurrence des montants ainsi versés pour les fournitures ou services en cause, mais non à l' égard d' autres besoins en financement.

c) A l' entrée en vigueur du présent Accord additionnel les quotes-parts de financement des Signataires correspondent aux quotes-parts de financement initiales indiquées à la pièce jointe No 2 au présent Accord additionnel, ajustées, le cas échéant, de manière que la somme des quotes-parts de financement soit égale à 100%.

d) Hormis l' application des dispositions des paragraphes m) et n) de l' Article 12 de l' Accord constitutif les quotes-parts de financement des Signataires restent celles déterminées conformément au paragraphe c) du présent Article jusqu' à une date à déterminer par le Conseil ECS devant intervenir entre 4 et 5 ans après la date à laquelle un premier satellite a été mis à poste en état de fonctionnement, ou, plus tôt, dès lors que 15 Signataires ont accès au secteur spatial ECS au moyen de leur propre station terrienne ou au moyen de stations terriennes d' autres Signataires.

e) A partir de la date fixée par le Conseil ECS conformément au paragraphe d) du présent Article et outre les déterminations de quotes-parts de financement en application des dispositions des paragraphes m) et n) de l' Article 12 de l' Accord constitutif, les quotes-parts de financement des Signataires sont déterminées annuellement par le Conseil ECS, pour prendre effet à compter de la date de détermination. Ces déterminations annuelles des quotes-parts de financement sont effectuées sur la base du total des utilisations journalières du secteur spatial par les Signataires pendant les 90 jours précédant la date de détermination, à l' exclusion des utilisations temporaires. Toutefois si un Signataire commence à utiliser le secteur spatial dans les 90 jours précédant une telle détermination, le Conseil ECS fixe, après avoir recueilli l' avis dudit Signataire, sa quote-part de financement pour la période d' un an suivant la date de cette détermination.

f) Pour les besoins de la répartition de la capacité du secteur spatial ECS entre les Signataires conformément aux dispositions du paragraphe b) de l' Article 2 du présent Accord additionnel, le Conseil ECS détermine chaque année à partir de l' année dans laquelle un premier satellite est mis à poste en état de fonctionnement, la capacité à répartir entre les Signataires, tenant compte des indications figurant au tableau de la pièce jointe No 1 au présent Accord additionnel.

g) Jusqu' à l' application des dispositions du paragraphe h) du présent article,

1. Les contributions versées par les Signataires au titre de leur quote-part de financement sont, à seule fin de conformité avec les dispositions de l' Article 12 j) de

l' Accord constitutif, et sans préjuger des dispositions financières que le Conseil ECS pourra adopter, considérées comme redevances d' utilisation pour l' utilisation d' une capacité du secteur spatial dans les limites de la capacité allouée aux Signataires conformément au paragraphe b) de l' Article 2 du présent Accord additionnel et au paragraphe f) du présent Article;

2. Chaque Signataire peut, sous réserve d' approbation par le Conseil ECS, utiliser, moyennant le paiement d' une redevance à déterminer par ledit conseil, une capacité du secteur spatial en excès de la capacité qui lui est allouée conformément à l' Article 2 du présent Accord additionnel et au paragraphe f) du présent Article. Pour décider de la capacité qui peut être utilisée par les Signataires en excès de la capacité qui leur est allouée conformément au paragraphe b) de l' Article 2 du présent Accord additionnel et au paragraphe f) du présent Article, le Conseil ECS tient dûment compte des besoins des usagers actuels et potentiels pour les années à venir.

b) A partir de la date déterminée conformément au paragraphe d) du présent Article, à moins que le Conseil ECS n' en décide autrement, des redevances d' utilisation sont fixées, eu égard aux dispositions des Articles 12 j) et 20 de l' Accord constitutif, dans le but de produire des recettes suffisantes pour couvrir dans des conditions et des délais raisonnables les dépenses d' exploitation, d' entretien et de fonctionnement, ainsi que la constitution de fonds que le Conseil ECS jugera nécessaires pour faire face aux besoins en financement.

i) A chaque modification des quotes-parts de financement, intervenant après la détermination des quotes-parts de financement à l' entrée en vigueur du présent Accord additionnel conformément au paragraphe c) du présent article, il est procédé à des ajustements financiers entre les Signataires sur la base d' une évaluation effectuée par le Conseil ECS selon des principes à arrêter dès que possible par ledit Conseil. Toutefois, ces ajustements doivent rester dans des limites raisonnables qui sont déterminées par le Conseil ECS en tenant compte équitablement de l' intérêt de tous les Signataires et des conditions d' utilisation du secteur spatial.

ARTICLE 4 - (PLAFOND DE L' ENGAGEMENT FINANCIER)

a) L' engagement financier total de tous les Signataires se limite:

1. à la part du secteur spatial ECS dans les dépenses de fonctionnement d' EUTELSAT INTERIMAIRE.

2. à tous les besoins en financement relatifs au secteur spatial ECS et imputables à EUTELSAT INTERIMAIRE

3. aux indemnités à verser par EUTELSAT INTERIMAIRE en vertu de l' Article 16 b) de l' Accord constitutif.

b) Les contributions de financement totales de tous les signataires relatives aux engagements financiers visés aux alinéas 1. et 2. du paragraphe a) du présent Article, y compris les redevances éventuelles d' utilisation, sont soumises à un plafond annuel de:

1. Un (1) million d' unités de compte pendant la période comprise entre l' entrée en vigueur du présent Accord additionnel et la date à laquelle EUTELSAT INTERIMAIRE commence à être redevable au titre du segment spatial ECS, cette date ne pouvant toutefois pas être antérieure à la mise à poste du premier satellite en état de fonctionnement;

2. Dix (10) millions d' unité de compte au niveau des prix au 31 décembre 1976 par la suite. Ce plafond est révisé annuellement par le Conseil ECS pour tenir compte de l' évolution du niveau des prix. A cette fin, le Con-

seil prend plus particulièrement en considération la formule de révision des prix qui aura été retenue dans l' Arrangement relatif à la fourniture du segment spatial ECS.

c) Outre les modifications du plafond pour tenir compte de l' évolution du niveau des prix conformément aux dispositions de l' alinéa 2. du paragraphe b) du présent Article, les plafonds peuvent être modifiés par une majorité de deux tiers de tous les membres du Conseil si cette majorité représente au moins les deux tiers du total des voix pondérées de tous les signataires du présent Accord additionnel.

d) La valeur de l' unité de compte dans laquelle sont exprimés les montants visés ci-dessus est égale à celle de l' Unité de Compte «panier type» créée par décision du Conseil des Communautés européennes le 21 avril 1975, ou toute autre unité de compte qui pourrait être adoptée par le Conseil des Communautés européennes.

ARTICLE 5 - (RETRAIT)

A moins que le Conseil ECS n' y renonce, la part des contributions en capital due par un Signataire qui s' est retiré ou est réputé s' être retiré du présent Accord additionnel, conformément à l' Article 13 de l' Accord Constitutif, relative à chacun des engagements contractuels expressément autorisés par le Conseil ECS avant la date d' un tel retrait, est déterminée sur la base de la quote-part de financement qu' avait ledit Signataire à la date considérée appropriée par le Conseil ECS en toute circonstance.

ARTICLE 6 - (ENTREE EN VIGUEUR ET DUREE)

a) L' entrée en vigueur du présent Accord additionnel prend effet quinze jours après sa signature par au moins treize Signataires représentant au moins 85% (quatre-vingt cinq pour cent) des quotes-parts de financement initiales.

b) Le présent Accord additionnel est ouvert à la signature jusqu' au 1er septembre 1978.

Si, à cette date, les conditions requises conformément au paragraphe a) du présent article ne sont pas remplies, le présent Accord additionnel n' entre pas en vigueur.

c) Le présent Accord additionnel reste applicable jusqu' à l' entrée en vigueur d' un nouvel accord le remplaçant ou jusqu' à ce que les Signataires décident d' y mettre fin.

d) Le présent Accord additionnel prend également fin:

1. si l' Agence Spatiale européenne décide de ne pas fournir le secteur spatial ECS présentant au moins les caractéristiques techniques et opérationnelles décrites à la pièce jointe No 1; ou

2. si un accord satisfaisant entre EUTELSAT INTERIMAIRE et l' Agence Spatiale européenne n' est pas signé avant la fin de l' année 1980; ou

3. si, à la fin de l' année 1984, toutes les tentatives de fourniture du secteur spatial ECS ont échoué;

4. au moment du remplacement du secteur spatial ECS tel qu' il est décrit dans la pièce jointe No 1.

e) Afin de poursuivre l' exploitation du secteur spatial ECS à l' issue de la période spécifiée dans l' Arrangement avec l' ASE relatif à la fourniture du secteur spatial, le Conseil ECS proposera en temps utile aux Signataires les amendements nécessaires au présent Accord additionnel.

ARTICLE 7 - (DIVERS)

a) Dès son entrée en vigueur, le présent Accord additionnel fait partie intégrante de l' Accord constitutif,

b) Le présent Accord additionnel est établi en un seul exemplaire en langue française, lequel constitue le seul original qui est déposé auprès de l'Administration du siège; cette dernière transmet une copie certifiée conforme à chaque Signataire,

c) Le préambule et les pièces jointes No 1 et 2 font partie intégrante du présent Accord additionnel,

d) L'Administration du Siège informe toutes les Administrations membres de la CEPT dans les plus brefs délais,

1. de toute signature apposée au présent Accord additionnel,

2. du commencement de la période de quinze jours visée au paragraphe a) de l'Article 6 du présent Accord additionnel,

3. de l'entrée en vigueur du présent Accord additionnel.

ARTICLE 8 - (SECRETARIAT)

Le Conseil ECS prend avec le Secrétaire Général les mesures nécessaires quant aux services de secrétariat conformément aux dispositions de l'Article 9 de l'Accord constitutif. Le Conseil est assisté par du personnel du Secrétariat général permanent.

EN FOI DE QUOI les Parties au présent Accord additionnel ont fait signer celui-ci en leur nom par leur représentant respectif dûment autorisé à cet effet.

Fait à PARIS, le 10 Mars 1978

[Signature] (Turquie)
10 Mars 1978

[Signature]
01 06 78

[Signature]
2.6.78

[Signature]
26.7.78

[Signature]
27-7-78

pour le Royaume
[Signature]
1978 07 27

Le Directeur Général des Télécommunications

GTH
G. THÉRY 17 Avril 1978

[Signature]
27. 4. 78

[Signature] 25.8.78.
[Signature] 25.8.78
[Signature] 25.8.78
Le Président
de la direction générale des PTT
[Signature] 28.8.78
M. Bedli

[Signature] 30/8/78

[Signature] 30 August 78

[Signature]

PIECE JOINTE No 1

DESCRIPTION DU SECTEUR SPATIAL ECS

1. Le secteur spatial ECS comprend les satellites en orbite et les équipements et installations de poursuite, télémessure, télécommande et autres, nécessaires au fonctionnement de ces satellites.

2. Les satellites, dérivés du satellite OTS, comportent en principe 12 répéteurs non redondants de 80 MHz de largeur de bande nominale, l'alimentation en énergie électrique permettant d'en faire fonctionner 9 hors éclipse et 5 en éclipse. Les antennes donnent les couvertures suivantes: zone européenne à la réception, zone européenne, zone atlantique, zone «Ouest» et zone «Est»

à l'émission (voir Figure 1 de la pièce jointe No 3). La capitale de chacun des pays des Administrations membres de la CEPT qui sont hachurés totalement ou partiellement sur la figure 1 de la pièce jointe No 3, est incluse dans la zone européenne de réception, la zone européenne d'émission et l'une au moins de trois zones atlantique, «Ouest» et «Est».

3. Dans les conditions d'exploitation normale, deux satellites sont à poste, en état de fonctionnement, entre 10 et 12 degrés de longitude Est sur orbite synchrone quasi-équatoriale.

4. Pour être considérés en état de fonctionnement, les deux satellites mentionnés au paragraphe 3 ci-dessus doivent satisfaire aux spécifications approuvées par le Conseil ECS et avoir chacun le nombre minimal de répéteurs en état de fonctionnement, tel qu'il est défini dans le tableau 1 de la pièce jointe no 3.

5. En vue de garantir la continuité du service de télécommunications, un satellite est mis à poste, en état de fonctionnement, le plus rapidement possible dès que l'un des satellites mentionnés au paragraphe 3 ci-dessus n'a plus le nombre minimal de répéteurs en état de fonctionnement tel qu'il est défini dans le tableau 1 de la pièce jointe n° 3, ou que son utilisation n'est plus possible.

PIECE JOINTE N° 2

QUOTES-PARTS DE FINANCEMENT INITIALES AVANT L'ENTREE EN VIGUEUR

(révisées le 27 juillet 1978)

1. Préalablement à l'entrée en vigueur du présent Accord additionnel, les quotes-parts de financement initiales des Signataires sont les suivantes :

ALLEMAGNE (Rép. féd. d')	9.9 %
AUTRICHE	1.8 %
BELGIQUE	4.5 %
DANEMARK	3.0 %
ESPAGNE	4.25 %
FINLANDE	2.5 %
FRANCE	15.0 %
ITALIE	10.5 %
LUXEMBOURG	0.2 %
NORVEGE	2.3 %
PAYS-BAS	5.0 %
PORTUGAL	2.8 %
ROYAUME-UNI	15.0 %
SUEDE	5.0 %
SUISSE	4.0 %
TURQUIE	0.85 %
Quote-part non allouée	13.4 %

TOTAL 100 %

PIECE JOINTE N° 2

QUOTES-PARTES DE FINANCEMENT INITIALES AVANT L'ENTREE EN VIGUEUR

(révisées le 25 juillet 1978)

1. Préalablement à l'entrée en vigueur du présent Accord additionnel, les quotes-parts de financement initiales des Signataires sont les suivantes :

ALLEMAGNE (Rép. féd. d')	9.9 %
AUTRICHE	1.2 %
BELGIQUE	4.5 %
DANEMARK	3.0 %
ESPAGNE	4.15 %
FINLANDE	2.5 %
FRANCE	15.0 %
ITALIE	10.5 %
LUXEMBOURG	0.2 %

NORVEGE	2.3 %
PAYS-BAS	5.0 %
PORTUGAL	2.8 %
ROYAUME-UNI	15.0 %
SUEDE	5.0 %
SUISSE	4.0 %
TURQUIE	0.85 %
Quote-part non allouée	14.0 %

TOTAL 100 %

PIECE JOINTE N° 2

QUOTES-PARTS DE FINANCEMENT INITIALES AVANT L'ENTREE EN VIGUEUR

1. Préalablement à l'entrée en vigueur du présent Accord additionnel, les quotes-parts de financement initiales des Signataires sont les suivantes :

ALLEMAGNE (Rép. féd. d')	9.9 %
AUTRICHE	1.2 %
BELGIQUE	3.5 %
DANEMARK	3.0 %
ESPAGNE	4.25 %
FINLANDE	2.5 %
FRANCE	15.0 %
ITALIE	10.5 %
LUXEMBOURG	0.2 %
NORVEGE	2.3 %
PAYS-BAS	5.0 %
PORTUGAL	2.8 %
ROYAUME-UNI	15.0 %
SUEDE	5.0 %
SUISSE	4.0 %
TURQUIE	0.85 %
Quote-part non allouée	15.0 %

TOTAL 100 %

2. Tout Signataire peut, préalablement à l'entrée en vigueur du présent Accord additionnel, accepter une quote-part de financement initiale supérieure à celle spécifiée dans la présente pièce jointe, si :

- d'autres Signataires acceptent de réduire en conséquence leur quote-part de financement initiale, ou,
- le présent Accord additionnel n'est pas entré en vigueur au 21 juillet 1978.

Les Signataires concernés en font part à l'Administration du Siège qui rédige et diffuse à tous les Signataires une liste révisée des quotes-parts de financement initiales.

3. Un Signataire qui signe le présent Accord additionnel préalablement à son entrée en vigueur mais n'est pas mentionné dans la liste figurant au paragraphe 1 de la présente pièce jointe, déclare à l'Administration du Siège la quote-part de financement initiale qu'il se propose de prendre, dans la limite de la quote-part non allouée indiquée dans ladite liste. Au cas où un Signataire signe le présent Accord additionnel préalablement à son entrée en vigueur mais après que la totalité de la quote-part non allouée ait été acquise, il est alloué audit Signataire une quote-part de financement initiale n'excédant pas 4 %.

L'Administration du Siège ajoute alors à la liste des quotes-parts de financement initiales figurant au paragraphe 1 de la présente pièce jointe, le nom du nouveau Signataire et sa quote-part de financement initiale. Cette quote-part de financement initial est ensuite soumise au Conseil ECS pour approbation ou ajustement.

ELEMENTS RELATIFS A LA DESCRIPTION DU SECTEUR SPATIAL ECS

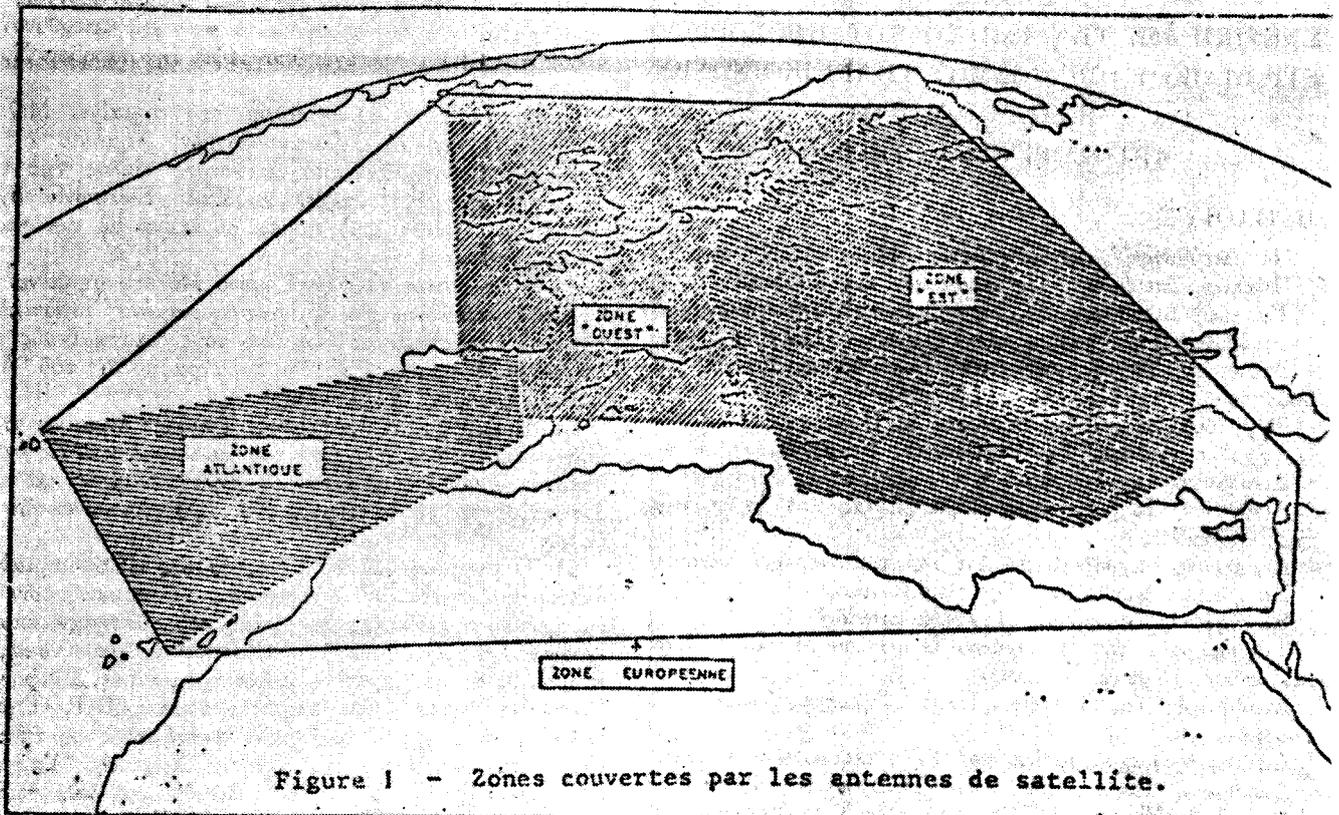


Figure 1 - Zones couvertes par les antennes de satellite.

Tableau 1

année	nombre minimal de répéteurs en état de fonctionnement				
	zone européenne d'émission	zone atlantique	zone "ouest"	zone "est"	TOTAL
1981	2	1	1	1	5
1982	2	1	1	1	5
1983	2	1	2	1	6
1984	2	1	ou 3 2	1 2	7
1985	2	1	ou 4 3	1 2	8
à partir de 1986	2	1	ou 5 4 3	1 2 3	9

ΔΙΑΣΚΕΨΗ ΤΩΝ ΔΙΕΥΘΥΝΣΕΩΝ
ΤΑΧΥΔΡΟΜΕΙΩΝ ΚΑΙ ΤΗΛΕΠΙΚΟΙΝΩΝΙΩΝ
ΓΙΑ ΤΗΝ ΙΔΡΥΣΗ ΤΟΥ ΠΡΟΣΩΡΙΝΟΥ
ΟΡΓΑΝΙΣΜΟΥ EUTELSAT

ΣΥΜΦΩΝΙΑ

ΣΧΕΤΙΚΗ ΜΕ ΤΗΝ ΙΔΡΥΣΗ ΤΟΥ ΠΡΟΣΩΡΙΝΟΥ
ΕΥΡΩΠΑΪΚΟΥ ΟΡΓΑΝΙΣΜΟΥ ΤΗΛΕΠΙΚΟΙΝΩΝΙΩΝ
ΜΕΣΩ ΔΟΡΥΦΟΡΟΥ
«ΠΡΟΣΩΡΙΝΟΣ EUTELSAT»

ΠΡΟΛΟΓΟΣ

Ἡ Διεύθυνση/Ἀναγνωρισμένος Ἰδιωτικὸς Φορέας
Ἰταλική Διεύθυνση Ταχυδρομείων καὶ Τηλεπικοινωνιῶν
Γαλλική Διεύθυνση Ταχυδρομείων καὶ Τηλεπικοινωνιῶν
Διεύθυνση Τηλεγραφίας καὶ Τηλεφωνίας Βελγίου
Διεύθυνση Ταχυδρομείων καὶ Τηλεπικοινωνιῶν Λουξεμ-
βούργου

Ταχυδρομεία καὶ Τηλεπικοινωνίες Πορτογαλίας
Ταχυδρομεία καὶ Τηλεπικοινωνίες Γερμανίας
Διεύθυνση Ταχυδρομείων καὶ Τηλεγραφίας Αὐστρίας
Διεύθυνση Ταχυδρομείων Τηλεγραφίας καὶ Τηλεφωνίας
τῆς Ὀλλανδίας

Διεύθυνση Ταχυδρομείων καὶ Τηλεπικοινωνιῶν Δανίας
Σουηδική Διεύθυνση Τηλεπικοινωνιῶν
Νορβηγική Διεύθυνση Τηλεπικοινωνιῶν
Ταχυδρομεία τοῦ Ἡνωμένου Βασιλείου Μεγάλης Βρε-
τανίας καὶ Βόρειας Ἰρλανδίας

Διεύθυνση Ταχυδρομείων καὶ Τηλεπικοινωνιῶν τῆς
Τουρκίας

Διεύθυνση Ταχυδρομείων καὶ Τηλεπικοινωνιῶν Ἰσπανίας
Διεύθυνση Ταχυδρομείων καὶ Τηλεγραφίας Φινλανδίας
Γενική Διεύθυνση τῆς Ἐπιχειρήσεως Ταχυδρομείων Τη-
λεγραφίας καὶ Τηλεφωνίας Ἑλβετίας.

Ἐνωση Ταχυδρομείων Τηλεγραφίας καὶ Τηλεφωνίας
Γιουγκοσλαβίας.

.....
.....
καλούμενες κατωτέρω τὰ Μέλη :

Λαμβάνοντας ὑπόψη τὰ ἀποτελέσματα τῶν μελετῶν ποῦ
ἔγιναν ἀπὸ τὴν Συντονιστικὴ Ἐπιτροπὴ Τηλεπικοινωνιῶν
μέσω δορυφόρου (CCTS) τῆς Εὐρωπαϊκῆς Διασκέψεως
τῶν Διευθύνσεων Ταχυδρομείων καὶ Τηλεπικοινωνιῶν
(CEPT) γιὰ τὶς δυνατότητες ἐκμεταλλεύσεως τῶν συστη-
μάτων τηλεπικοινωνιῶν μέσω δορυφόρου ποῦ ἔχουν συστα-
θεῖ ἀπὸ τὶς Εὐρωπαϊκὲς Διευθύνσεις Τηλεπικοινωνιῶν.

Λαμβάνοντας ὑπόψη τὶς ἐργασίες ποῦ πραγματοποιή-
θηκαν ἀπὸ τὴν Εὐρωπαϊκὴ Ὑπηρεσία Διαστήματος στὸν
τομέα τῶν τηλεπικοινωνιακῶν δορυφόρων.

Θέλοντας νὰ συμμετέχουν σὲ τηλεπικοινωνιακὰ συστή-
ματα μέσω δορυφόρου ποῦ συνιστῶνται ἀπὸ τὶς Εὐρωπαϊκὲς
Διευθύνσεις Τηλεπικοινωνιῶν μὲ τὴν ἐπιφύλαξη τῶν δι-
καιωμάτων καὶ ὑποχρεώσεων των ποῦ ἀφοροῦν τὸ σύστημα
INTELSAT, ὅπως προκύπτουν ἀπὸ τὴ «Συμφωνία περὶ
Διεθνούς Ὄργανισμοῦ Δορυφορικῶν Τηλεπικοινωνιῶν» ποῦ
ἰσχύει ἀπὸ τὶς 12 Φεβρουαρίου 1973 καὶ τὸ σύστημα
INMARSAT ὅπως προκύπτουν ἀπὸ τὴ «Σύμβαση περὶ
συστάσεως τοῦ Διεθνούς Ὄργανισμοῦ Ναυτιλιακῶν Τηλε-
πικοινωνιῶν μέσω Δορυφόρων» ποῦ ἀνοίχθηκε γιὰ ὑπο-
γραφή στὸ Λονδίνο, στὶς 3 Σεπτεμβρίου 1976.

Κρίνοντας ὅτι εἶναι εὐκαταῖο νὰ συσταθεῖ προσωρινὸς
ὀργανισμὸς, ἀναμένοντας τὴν ἐπεξεργασία τοῦ ὀριστικοῦ
ὀργανισμοῦ διαχειρίσεως τῶν ἐμπορικῶν συστημάτων τηλε-
πικοινωνιῶν μέσω δορυφόρου ποῦ θὰ περιλαμβάνει ὅλους
τοὺς τύπους ὑπηρεσιῶν τηλεπικοινωνιῶν, ποῦ συνίσταται
ἀπὸ τὶς Εὐρωπαϊκὲς Διευθύνσεις Τηλεπικοινωνιῶν καὶ
εἶναι ἀνοικτὸς γιὰ ἄλλες τὶς Εὐρωπαϊκὲς Διευθύνσεις Τηλε-
πικοινωνιῶν.

Ἐνεργώντας σύμφωνα μὲ τὶς διατάξεις τῆς Διεθνούς Συμ-
βάσεως Τηλεπικοινωνιῶν.

ΣΥΜΦΩΝΟΥΝ ΤΑ ΑΚΟΛΟΥΘΑ

*Ἄρθρο 1. (Ὅρισμοί).

Στὴν παρούσα Συμφωνία :

α) Ἡ ἔκφραση «Μέλος» σημαίνει Διεύθυνση Μέλος τῆς
CEPT ἢ Ἀνεγνωρισμένο Ἰδιωτικὸ Φορέα δεόντως ἐξου-
σιοδοτημένο γιὰ τὸ σκοπὸ αὐτὸ ἀπὸ τὴ Διεύθυνσή του
Μέλος τῆς CEPT ποῦ ἔχει ὑπογράψει τὴν παρούσα Συμφω-
νία.

β) Ἡ ἔκφραση «Συμβαλλόμενος» σημαίνει Μέλος, ἢ
Ἐθνικὸ Ὄργανισμὸ Τηλεπικοινωνιῶν, Δημόσιο ἢ Ἰδιω-
τικὸ, ἐξουσιοδοτημένο ἀπὸ Διεύθυνση Μέλος τῆς CEPT
ποῦ ἔχει ὑπογράψει Συμπληρωματικὴ Συμφωνία σχετικὴ
μὲ ὀρισμένο διαστημικὸ τομέα σύμφωνα μὲ τὴν παραγρ.
α) τοῦ ἄρθρου 3.

γ) Ἡ ἔκφραση «Συνεργαζόμενο Μέλος» σημαίνει Διεύ-
θυνση Τηλεπικοινωνιῶν ἢ Ἀναγνωρισμένο Ἰδιωτικὸ Φο-
ρέα ποῦ συμμετέχει σὲ ἓνα, ἀπὸ τοὺς διαστημικοὺς τομεῖς
σύμφωνα μὲ τὶς διατάξεις τῆς παραγράφου m) τοῦ Ἄρθρου
13 τῆς παρούσης Συμφωνίας.

δ) Ἡ ἔκφραση «Διαστημικὸς Τομέας» σημαίνει τηλεπι-
ικοινωνιακὸς δορυφόρος μὲ τὸν ἐξοπλισμὸ καὶ τὶς ἐγκατα-
στάσεις ἀνιχνεύσεως ἐλέγχου, τηλεχειρισμοῦ καὶ ἄλλες,
ἀναγκαῖες γιὰ τὴ λειτουργία τῶν τηλεπικοινωνιακῶν δορυ-
φόρων.

ε) Ἡ ἔκφραση «Διαστημικὸς τομέας ECS» σημαίνει τὸ
διαστημικὸ τομέα τοῦ συστήματος τηλεπικοινωνιῶν μέσω
δορυφόρου τῆς μόνιμης ὑπηρεσίας ποῦ σύστησαν, ἐκμεταλ-
λεῦνται καὶ χρησιμοποιοῦν οἱ Εὐρωπαϊκὲς Διευθύνσεις, ὅπως
περιγράφεται στὴ σχετικὴ Συμπληρωματικὴ Συμφωνία.

στ) Ἡ ἔκφραση «Διαστημικὸς τομέας MAROTS» ση-
μαίνει τὸ διαστημικὸ τομέα τοῦ συστήματος τηλεπικοινωνι-
ῶν μέσω δορυφόρου τῆς Κινητῆς Ναυτικῆς Ὑπηρεσίας,
ποῦ συνέστησαν οἱ Εὐρωπαϊκὲς Διευθύνσεις, ὅπως περιγρά-
φεται στὴ σχετικὴ Συμπληρωματικὴ Συμφωνία.

ζ) Ἡ ἔκφραση «δαπάνες λειτουργίας τοῦ ΠΡΟΣΩΡΙ-
ΝΟΥ EUTELSAT» σημαίνει, ὅλα τὰ ἐξόδα ποῦ εἶναι
κοινὰ γιὰ τοὺς διαστημικοὺς τομεῖς (ὅπως διοικητικὲς
δαπάνες, ἐξόδα προσωπικοῦ κ.λ.π.).

*Ἄρθρο 2. (Δημιουργία τοῦ ΠΡΟΣΩΡΙΝΟΥ EUTELSAT)

α) Μὲ τὴν παρούσα Συμφωνία, τὰ Μέλη συνιστοῦν προ-
σωρινὸ εὐρωπαϊκὸ ὄργανισμὸ τηλεπικοινωνιῶν μέσω
δορυφόρου μὲ τὴν ἐπωνυμία ΠΡΟΣΩΡΙΝΟΣ EUTELSAT,
ἐπιφορτισμένο μὲ τὴν διασφάλιση τῆς θέσεως σὲ λειτουργία,
ἐκμεταλλεύσεως καὶ συντηρήσεως τῶν διαστημικῶν τομέων
τῶν τηλεπικοινωνιακῶν συστημάτων μέσω δορυφόρου καὶ
μὲ τὴ σύναψη τῶν ἀναγκαίων γιὰ τὸ σκοπὸ αὐτὸ συμφωνιῶν
καὶ ἰδίως μὲ τὴν Εὐρωπαϊκὴ Ὑπηρεσία Διαστήματος.

β) Οἱ οικονομικὲς ὑποχρεώσεις τῶν Μελῶν, ὡς Μελῶν
προκύπτουν ἀπὸ τὶς διατάξεις τῆς παραγράφου α) 1) τοῦ
Ἄρθρου 12 τῆς παρούσης Συμφωνίας.

*Ἄρθρο 3. (Συμμετοχὴ στοὺς Διαστημικοὺς τομεῖς).

α) Τὰ Μέλη ποῦ ἐπιθυμοῦν νὰ συμμετάσχουν στὴν Ἰδρυ-
ση, ἐκμετάλλευση καὶ συντήρηση ἑνὸς διαστημικοῦ τομέα
ὑπογράφουν Συμπληρωματικὴ Συμφωνία ποῦ θὰ ἀποτε-
λέσει παράρτημα τῆς παρούσης Συμφωνίας ἐφεξῆς καλού-
μενη «Συμπληρωματικὴ Συμφωνία». Οἱ Συμβαλλόμενοι
Συμπληρωματικῆς Συμφωνίας δεσμεύονται νὰ ἀναλάβουν
ὅλες τὶς ὑποχρεώσεις καὶ εὐθύνες ποῦ σχετίζονται μὲ τὸν
ἀντίστοιχο διαστημικὸ τομέα ποῦ ἀπορρέουν ἀπὸ τὴν
παρούσα Συμφωνία καὶ ἀπὸ τὴν ἐν λόγω Συμπληρωματικὴ
Συμφωνία περιλαμβανομένης τῆς οικονομικῆς συμμετοχῆς.

β) Διεύθυνση - Μέλος τῆς CEPT, δύναται νὰ ὑποδει-
κνύει ἔθνικὸ ὄργανισμὸ τηλεπικοινωνιῶν, δημόσιο ἢ ἰδιω-
τικὸ, γιὰ τὴν ὑπογραφή Συμπληρωματικῆς Συμφωνίας.

Σ' αὐτὴ τὴν περίπτωση, τὸ Μέλος καὶ ὁ ὑποδεικνύ-
μενος ἔθνικὸς ὀργανισμὸς Τηλεπικοινωνιῶν εἶναι ἀπὸ
κοινοῦ καὶ ἀλληλεγγύως ὑπεύθυνοι ἀπέναντι στὸν ΠΡΟ-
ΣΩΡΙΝΟ EUTELSAT γιὰ ὅλες τὶς ὑποχρεώσεις ποῦ σφε-

τίζονται με τὸν ἀντίστοιχο διαστημικὸ τομέα πού ἀπορρέουν ἀπὸ τὴν παρούσα Συμφωνία καὶ ἀπὸ τὴν ἐν λόγῳ Συμπληρωματικὴ Συμφωνία περιλαμβανομένης καὶ τῆς οικονομικῆς συμμετοχῆς.

Οἱ σχέσεις μεταξύ τοῦ Ἐθνικοῦ Ὄργανισμοῦ Τηλεπικοινωνιῶν καὶ τοῦ Μέλους πού τὸν ὑπέδειξε διέπονται ἀπὸ ἰσχύοντες ἐθνικοὺς νόμους.

Ἄρθρο 4. (Δομὴ τοῦ ΠΡΟΣΩΡΙΝΟΥ EUTELSAT).

Ὁ ΠΡΟΣΩΡΙΝΟΣ EUTELSAT περιλαμβάνει τὰ ἑξῆς ὄργανα :

Τῆ Συνέλευση τῶν Μελῶν.

Τὸ Συμβούλιο τοῦ ECS πού εἶναι ἐπιφορτισμένο με τὸν διαστημικὸ τομέα ECS.

Τὸ Συμβούλιο MAROTS ἐπιφορτισμένο με τὸν διαστημικὸ τομέα MAROTS.

Τῆ Μόνιμη Γενικὴ Γραμματεία ὑπὸ τὴν διεύθυνση Γενικοῦ Γραμματέα.

Ἄρθρο 5. (Συνέλευση Μελῶν : Σύνοψη καὶ Ψηφοφορία).

α) Ἡ Συνέλευση τῶν Μελῶν ἀποτελεῖται ἀπὸ ὅλα τὰ Μέλη πού ὑπογράφουν τὴν παρούσα Συμφωνία. Μέλος μπορεῖ νὰ ἐξουσιοδοτῆ ἄλλο Μέλος γιὰ τὴν ἐκπροσώπηση του στὴ Συνέλευση τῶν Μελῶν ἀλλὰ οὐδὲν Μέλος μπορεῖ νὰ ἐκπροσωπεῖ περισσότερα ἀπὸ δύο ἄλλα Μέλη.

β) Διεύθυνση Μέλους τῆς CEPT ἢ Ἄνεγνωρισμένος Ἰδιωτικὸς Φορέας δεόντως ἐξουσιοδοτημένος γι' αὐτὸ ἀπὸ τὴ Διεύθυνσή του Μέλους τῆς CEPT πού δὲν ἔχει ὑπογράψει τὴν παρούσα Συμφωνία, μπορεῖ νὰ παρευρίσκαται στὶς συνόδους τῆς Συνελεύσεως τῶν Μελῶν, ὡς παρατηρητής.

γ) Κάθε Μέλος ἔχει μία ψήφο.

δ) Γιὰ κάθε σύνοδο τῆς Συνελεύσεως τῶν Μελῶν ἢ ἀπαρτία συνίσταται ἀπὸ τοὺς ἀντιπροσώπους τῆς πλειοψηφίας τῶν Μελῶν.

ε) Ἡ Συνέλευση τῶν Μελῶν, καταβάλλει προσπάθεια λήψεως ἀποφάσεων ἁμοφώνως. Ἐλλείψει ἁμοφώνως συμφωνίας, ἀποφασίζει :

— γιὰ κάθε θέμα οὐσίας με καταφατικὴ ψήφο τῶν δύο τρίτων τῶν Μελῶν τῶν ὑποίων οἱ ἐκπρόσωποι εἶναι παρόντες καὶ ψηφίζουν.

— γιὰ κάθε θέμα διαδικασίας με καταφατικὴ ψήφο τῆς ἀπλῆς πλειοψηφίας τῶν Μελῶν τῶν ὑποίων οἱ ἐκπρόσωποι εἶναι παρόντες καὶ ψηφίζουν.

στ) Γιὰ κάθε διαφορά, ὡς πρὸς τὸ ἐν ἑνὰ θέμα εἶναι οὐσίας ἢ διαδικασίας ἀποφασίζει ὁ Πρόεδρος τῆς Συνελεύσεως τῶν Μελῶν. Τέτοια ἀπόφαση μπορεῖ νὰ ἀνατραπῆ ἀπὸ τὴν πλειοψηφία τῶν δύο τρίτων τῶν Μελῶν τῶν ὑποίων οἱ ἐκπρόσωποι εἶναι παρόντες καὶ ψηφίζουν.

ζ) Ἡ πρώτη σύνοδος τῆς Συνελεύσεως τῶν Μελῶν συγκαλεῖται ἀπὸ τὴ Διεύθυνση τῆς Ἐδρας τὸ ταχύτερο δυνατὸ μετὰ τὴν θέση σὲ ἰσχύ τῆς παρούσας Συμφωνίας. Κατόπιν ἢ Συνέλευση τῶν Μελῶν συνεδριάζει ἀνάλογα με τὴν ἀνάγκη καὶ τοὐλάχιστο μία φορὰ τὸ χρόνο.

η) Ἡ Συνέλευση τῶν Μελῶν ἐγκρίνει τὸν ἐσωτερικὸ τῆς κανονισμὸ πού προβλέπει κυρίως τὸν τρόπο ἐπιλογῆς τοῦ Προέδρου καὶ τῶν ἄλλων μελῶν τοῦ Γραφείου, ἐν εἶναι ἀνάγκη, καθὼς καὶ τὴ διαδικασία συρλήσεως τῶν συνόδων τῆς.

Ἄρθρο 6. (Συνέλευση τῶν Μελῶν : Ἀρμοδιότητες).

Ἡ Συνέλευση τῶν Μελῶν ἐκφράζει τὴς ἀπόψεις τῆς πᾶν στὴ γενικὴ πολιτικὴ καὶ στοὺς στόχους τοῦ ΠΡΟΣΩΡΙΝΟΥ EUTELSAT πού εἶναι σύμφωνα με τὴς ἀρχές, τοὺς σκοποὺς καὶ τὸν τομέα δραστηριότητος τοῦ ΠΡΟΣΩΡΙΝΟΥ EUTELSAT.

Χειρίζεται ἐξ ἄλλου ὅλα τὰ γενικὰ θέματα κοινῶς ἐνδιαφέροντος γιὰ τοὺς δύο διαστημικοὺς τομείς ECS καὶ MAROTS καὶ ἔχει κυρίως τὴς ἑξῆς ἀρμοδιότητες :

α) Φροντίζει γιὰ τὰ συμφέροντα τοῦ ΠΡΟΣΩΡΙΝΟΥ EUTELSAT καὶ τῶν μελῶν του σὲ ὅλες τὴς σχέσεις με τοὺς ἐξωτερικοὺς ὀργανισμοὺς.

β) Ἐγκρίνει τὸν προϋπολογισμὸ καὶ τοὺς ἐτήσιους λογαριασμοὺς τοὺς σχετικοὺς με τὴς δαπάνες λειτουργίας τοῦ ΠΡΟΣΩΡΙΝΟΥ EUTELSAT.

γ) Καθορίζει ἀρχές προμηθειῶν καὶ ἐγκρίσεως τῶν συμβάσεων προμηθειῶν.

δ) Καθορίζει τὴς ἀρχές πού διέπουν τὴν ἀπόκτηση, προστασία καὶ παραχώρηση δικαιωμάτων εὐρεσιτεχνίας καὶ πνευματικῆς ἰδιοκτησίας.

ε) Καθορίζει ἀρχές καὶ διαδικασίες πού ἀφοροῦν τὴς σχέσεις με ἐξωτερικοὺς ὀργανισμοὺς.

στ) Ἐκφράζει τὴς ἀπόψεις τῆς πᾶν στὴς ἐτήσιες ἐκθέσεις πεπραγμένων τῶν Συμβουλίων καὶ ἐγκρίνει τὴν ἐτήσια ἐκθεση πεπραγμένων τοῦ Γενικοῦ Γραμματέα πού ἀφορᾷ τὴν δραστηριότητα τοῦ ΠΡΟΣΩΡΙΝΟΥ EUTELSAT. Οἱ ἐκθέσεις αὐτὲς ἀποστέλλονται σὲ ὅλα τὰ Μέλη.

ζ) Ἐξετάζει κάθε πρόταση τροποποιήσεως τῆς παρούσας Συμφωνίας πού ὑποβάλλεται ἀπὸ ὅποιοδήποτε Μέλος.

Ἄρθρο 7. (Συμβούλια τοῦ ΠΡΟΣΩΡΙΝΟΥ EUTELSAT :

Σύνθεση καὶ Ψηφοφορία).

α) Μέχρις ὅτου τεθεῖ σὲ ἰσχύ ἡ Συμπληρωματικὴ Συμφωνία πού ἀναφέρεται σ' ἕνα διαστημικὸ τομέα, κάθε Μέλος, μπορεῖ νὰ ἐκπροσωπεῖται στὸ ἀντίστοιχο Συμβούλιο, ἀπὸ ἕνα μόνον Σύμβουλο. Μετὰ τὴ θέση σὲ ἰσχύ τῆς Συμπληρωματικῆς Συμφωνίας πού ἀναφέρεται σ' ἕνα διαστημικὸ τομέα κάθε Συμβαλλόμενος ἀντιπροσωπεύεται δικαιοματικά στὸ ἀντίστοιχο Συμβούλιο ἀπὸ ἕνα μόνον Σύμβουλο.

β) Ἡ ἐκπροσώπηση σὲ κάθε Συμβούλιο μεταβιβάζεται, ἀλλὰ οὐδὲν Σύμβουλος μπορεῖ νὰ ἐκπροσωπεῖ περισσότερα ἀπὸ τρία Μέλη, ἢ Συμβαλλομένους ἀνάλογα με τὴν περίπτωση.

γ) Μέλος μπορεῖ νὰ συμμετέχει ὡς παρατηρητής στὸ Συμβούλιο ὅπου δὲν ἐκπροσωπεῖται.

δ) Διεύθυνση Μέλους τῆς CEPT ἢ Ἄνεγνωρισμένος Ἰδιωτικὸς Φορέας δεόντως ἐξουσιοδοτημένος γι' αὐτὸ ἀπὸ τὴ Διεύθυνσή του μέλους τῆς CEPT, πού δὲν ἔχει ὑπογράψει τὴν παρούσα Συμφωνία, μπορεῖ νὰ παρίσταται στὶς συνεδριάσεις τῶν Συμβουλίων ὡς παρατηρητής.

ε) 1. Μέχρις ὅτου τεθεῖ, σὲ ἰσχύ ἡ Συμπληρωματικὴ Συμφωνία, ἢ σχετικὴ με ἕνα διαστημικὸ τομέα ὁ κάθε Σύμβουλος ἔχει μία ψήφο στὸ ἀντίστοιχο Συμβούλιο.

2. Μετὰ τὴ θέση σὲ ἰσχύ τῆς Συμπληρωματικῆς Συμφωνίας τῆς σχετικῆς με ἕνα διαστημικὸ τομέα κάθε Σύμβουλος ἔχει σταθμισμένη ψήφο ἀνάλογα με τὸ μερίδιον τῆς οικονομικῆς συμμετοχῆς τοῦ Συμβαλλομένου πού ἐκπροσωπεῖ.

στ) Στὶς συνεδριάσεις τοῦ Συμβουλίου ἢ ἀπαρτία συνίσταται : Ἀπὸ τὴν πλειοψηφία τῶν μελῶν τοῦ ἀντίστοιχου Συμβουλίου, μέχρις ὅτου τεθεῖ σὲ ἰσχύ ἡ Συμπληρωματικὴ Συμφωνία ἢ σχετικὴ με ἕνα διαστημικὸ τομέα.

Μετὰ τὴ θέση σὲ ἰσχύ τῆς Συμπληρωματικῆς Συμφωνίας τῆς σχετικῆς με ἕνα διαστημικὸ τομέα, ἀπὸ τὴν πλειοψηφία τῶν μελῶν τοῦ Συμβουλίου, ἐν ἢ πλειοψηφία αὐτὴ κατέχει τοὐλάχιστον τὰ δύο τρίτα τοῦ συνόλου τῶν σταθμισμένων ψήφων ὅλων τῶν Συμβαλλομένων τῆς ἐν λόγῳ Συμπληρωματικῆς Συμφωνίας.

ζ) Κάθε Συμβούλιο καταβάλλει προσπάθεια λήψεως ἀποφάσεων ἁμοφώνως. Ἐλλείψει ἁμοφώνως συμφωνίας, ἀποφασίζει :

Μέχρις ὅτου τεθεῖ σὲ ἰσχύ ἡ Συμπληρωματικὴ Συμφωνία :

— γιὰ κάθε θέμα οὐσίας με καταφατικὴ ψήφο τῶν δύο τρίτων τῶν Συμβουλίων πού εἶναι παρόντες καὶ ψηφίζουν, κάθε Σύμβουλος διαθέτει μία ψήφο.

— γιὰ κάθε θέμα διαδικασίας με καταφατικὴ ψήφο τῆς ἀπλῆς πλειοψηφίας τῶν Συμβουλίων πού εἶναι παρόντες καὶ ψηφίζουν, κάθε Σύμβουλος διαθέτει μία ψήφο.

Μετὰ τὴ θέση σὲ ἰσχύ τῆς Συμπληρωματικῆς Συμφωνίας :

— γιὰ κάθε θέμα οὐσίας με καταφατικὴ ψήφο τῶν δύο τρίτων τῶν Συμβουλίων πού διαθέτουν τοὐλάχιστον τὰ δύο τρίτα τοῦ συνόλου τῶν σταθμισμένων ψήφων ὅλων τῶν Συμβαλλομένων τῆς ἀντίστοιχης Συμπληρωματικῆς Συμφωνίας.

— για κάθε θέμα διαδικασίας με καταφατική ψήφο της απλής πλειοψηφίας των Συμβούλων που είναι παρόντες και ψηφίζουν· κάθε Σύμβουλος διαθέτει μία ψήφο.

η) Για κάθε διαφορά, ως προς το εάν ένα θέμα είναι ουσίας ή διαδικασίας αποφασίζει ο Πρόεδρος του αντίστοιχου Συμβουλίου. Τέτοια απόφαση μπορεί να ανατραπεί από την πλειοψηφία των δύο τρίτων των Συμβούλων που είναι παρόντες και ψηφίζουν· κάθε Σύμβουλος διαθέτει μία ψήφο.

θ) Η πρώτη σύνοδος κάθε Συμβουλίου συγκαλείται από τη Διεύθυνση της Έδρας, το ταχύτερο δυνατό μετά τη θέση σε ισχύ της παρούσας Συμφωνίας. Κατόπιν κάθε Συμβούλιο συνεδριάζει ανάλογα με τις ανάγκες και τουλάχιστον δύο φορές τον χρόνο.

ι) Κάθε Συμβούλιο εγκρίνει τον εσωτερικό του κανονισμό που προβλέπει κυρίως τον τρόπο εκλογής του Προέδρου και των άλλων μελών του Γραφείου, εάν είναι ανάγκη, καθώς και την διαδικασία συγκλήσεως των συνόδων του.

ια) Κάθε Συμβούλιο μπορεί, εάν το κρίνει αναγκαίο, να συνιστά Συμβουλευτικές Έπιτροπές που το βοηθούν στην εκτέλεση των καθηκόντων του.

Στις Συμβουλευτικές Έπιτροπές ενός Συμβουλίου μπορούν να συμμετέχουν εκπρόσωποι όλων των Συμβαλλόμενων της Συμπληρωματικής Συμφωνίας της σχετικής με τον αντίστοιχο διαστημικό τομέα.

Οι Συμβουλευτικές Έπιτροπές συνέρχονται ανάλογα με τις ανάγκες ακολουθώντας πρόγραμμα έγκριμένο από το Συμβούλιο από το οποίο εξαρτώνται.

Άρθρο 8. (Συμβούλια του ΠΡΟΣΩΡΙΝΟΥ EUTELSAT :

Άρμοδιότητες).

Κάθε Συμβούλιο είναι το κύριο όργανο του Όργανισμού του ΠΡΟΣΩΡΙΝΟΥ EUTELSAT, για τον αντίστοιχο διαστημικό τομέα. Στα πλαίσια των διατάξεων του άρθρου 2 της παρούσας Συμφωνίας, κάθε Συμβούλιο διαθέτει αναγκαίες εξουσίες για την άσκηση όλων των αρμοδιοτήτων περιλαμβανομένων και των ακόλουθων :

α) Επιδιώκει την συνεργασία με την Ευρωπαϊκή Ύπηρεσία Διαστήματος για την επίτευξη και διασφάλιση της διαρκείας αξιοπίστου διαστημικού τομέα ήριστα προσαρμοσμένου στις ανάγκες και στους πύ πρόσφορους για τον EUTELSAT οικονομικούς όρους και συνάπτει τις αναγκαίες συμφωνίες.

β) Δημιουργεί και διατηρεί τις αναγκαίες σχέσεις, με κάθε άλλο εξειδικευμένο Όργανισμό ενδιαφερόμενο για τα Ευρωπαϊκά προγράμματα τηλεπικοινωνιών μέσω δορυφόρου.

γ) Ενθαρρύνει την χρησιμοποίηση του διαστημικού τομέα λαμβάνοντας δεόντως υπόψη τα δικαιώματα των Μελών.

δ) Εκπονεί και ενημερώνει τις προβλέψεις κινήσεως.

ε) Καταρτίζει τις αναγκαίες οικονομικές και τεχνικές μελέτες.

στ) Εγκρίνει τον προϋπολογισμό και τους ετήσιους λογαριασμούς που αφορούν στον διαστημικό τομέα.

ζ) Όρίζει τις προϋποθέσεις προυπελάσεως στο διαστημικό τομέα.

η) Προσδιορίζει τα τεχνικά και λειτουργικά χαρακτηριστικά των σταθμών που έχουν προσπέλαση στο διαστημικό τομέα.

θ) Εγκρίνει, σύμφωνα με τους όρους που προβλέπονται στο Άρθρο 14 όλας τους σταθμούς εδάφους περιλαμβανομένων και των σταθμών πλοίων, που έχουν προσπέλαση στο διαστημικό τομέα.

ι) Διερευνά τις πύ ικανοποιητικές τεχνικές λύσεις για τη διασύνδεση με το επίγειο δίκτυο.

ια) Αναλαμβάνει κάθε άλλη μελέτη ή δραστηριότητα, ειδικότερα τον συντονισμό μεταξύ συστημάτων που μπορεί να θεωρηθεί αναγκαίος στον τομέα των τηλεπικοινωνιών μέσω δορυφόρου.

ιβ) Καθορίζει τις μονάδες μετρήσεως της χρήσεως του διαστημικού τομέα ανάλογα με τους διάφορους τύπους χρήσεως.

ιγ) Όρίζει περιοδικώς τα τέλη χρήσεως του διαστημικού τομέα.

ιδ) Εγκρίνει ακάλυπτες αναλήψεις και δάνεια που απαιτούνται όταν επιβάλλεται από ειδικές περιστάσεις.

ιε) Υιοθετεί τους όρους που διέπουν την εκχώρηση της διαθέσιμης χωρητικότητας του διαστημικού τομέα.

ιστ) Εξετάζει παράπονα που του υποβάλλουν τα Μέλη, οι Συμβαλλόμενοι, οι άλλοι χρήστες και τρίτοι.

ιζ) Προσδιορίζει και κινεί τις διαδικασίες τις σχετικές με τις προμήθειες και την έγκριση των συμβάσεων προμηθειών.

ιη) Προσδιορίζει και κινεί τις διαδικασίες για την απόκτηση, προστασία και παραχώρηση δικαιωμάτων εύρεσης τεχνίας και πνευματικής ιδιοκτησίας.

ιθ) Εγκρίνει την ετήσια έκθεση πεπραγμένων και την υποβάλλει στη Συνέλευση των Μελών.

κ) Ρυθμίζει κάθε θέμα διοικητικό, προϋπολογισμού, οικονομικό κ.ά. αναγκαίο για τη λειτουργία του διαστημικού τομέα.

κα) Μελετά κάθε πρόταση τροποποίησης Συμπληρωματικής Συμφωνίας που του υποβάλλεται από Συμβαλλόμενο της Συμπληρωματικής αυτής Συμφωνίας.

Άρθρο 9. (Μόνιμη Γενική Γραμματεία).

α) Η μόνιμη Γενική Γραμματεία του ΠΡΟΣΩΡΙΝΟΥ EUTELSAT διευθύνεται από Γενικό Γραμματέα, εκλεγόμενο από τη Συνέλευση των Μελών, που είναι προϊστάμενος και απ' ευθείας υπεύθυνος στην Συνέλευση των Μελών και στο κάθε Συμβούλιο για την εκτέλεση όλων των αρμοδιοτήτων που ανατίθενται σ' αυτόν από κάθε ένα απ' αυτά τα όργανα. Η μόνιμη Γενική Γραμματεία βοηθεί την Συνέλευση των Μελών, τα Συμβούλια και τις Συμβουλευτικές Έπιτροπές στην προετοιμασία και εκτέλεση του έργου των διατηρεί σχέσεις με την Διεύθυνση Έδρας.

β) Η μόνιμη Γενική Γραμματεία αποτελείται από προσωπικό κατά προτίμηση αποσπασμένο από τα Μέλη. Η δύναμη του προσωπικού που απαρτίζει την μόνιμη Γενική Γραμματεία είναι ανάλογη προς τις εργασίες που εκτελούνται.

γ) Η οργανωτική δομή της μόνιμης Γενικής Γραμματείας, ο διορισμός και η δύναμη του προσωπικού οι θέσεις του και οι συνθήκες της απασχολήσεώς του εγκρίνονται από την συνέλευση των Μελών μετά από πρόταση του Γενικού Γραμματέα.

δ) Ο Γενικός Γραμματέας και το προσωπικό της μόνιμης Γενικής Γραμματείας απέχουν από κάθε ενέργεια που δεν συμβιβάζεται με τα καθήκοντά τους απέναντι στον ΠΡΟΣΩΡΙΝΟ EUTELSAT.

Άρθρο 10. (Δικαιώματα και Υποχρεώσεις).

α) Τα Μέλη και οι Συμβαλλόμενοι ασκούν τα δικαιώματά τους και εκπληρούν τις υποχρεώσεις τους που απορρέουν από την παρούσα Συμφωνία και τις Συμπληρωματικές Συμφωνίες κατά τρόπο ώστε να τηρούνται στο άκραιο και να προάγονται οι αρχές που διακηρύσσονται στον Πρόλογο και στις διατάξεις της παρούσας Συμφωνίας.

β) Τα Μέλη αναθέτουν στη Διεύθυνση του Ηνωμένου Βασιλείου τη νόμιμη εκπροσώπηση του ΠΡΟΣΩΡΙΝΟΥ EUTELSAT κατά την διάρκεια ισχύος της παρούσας Συμφωνίας για όλα τα θέματα που αφορούν αποκλειστικά τον διαστημικό τομέα MAROTS και αναθέτουν επίσης στην Γαλλική Διεύθυνση τη νόμιμη εκπροσώπηση του ΠΡΟΣΩΡΙΝΟΥ EUTELSAT κατά την διάρκεια ισχύος της παρούσας Συμφωνίας για όλα τα άλλα θέματα.

Οι Συμβαλλόμενοι που συμμετέχουν σ' ένα διαστημικό τομέα αναλαμβάνουν από κοινού και αλληλεγγύως την ευθύνη, ο καθένας ανάλογα με το μερίδιο χρηματοδότησεως που έχει καταβάλει, για όλες τις υποχρεώσεις τις σχετικές με την ίδρυση, εκμετάλλευση και συντήρηση του διαστημικού

αυτοῦ τομέα πού ἔχουν ἀναληφθεῖ, ἐξ ὀνόματος τοῦ ΠΡΟΣΩΡΙΝΟΥ EUTELSAT ἀπό τή Διεύθυνση πού ἔχει ἐξουσιοδοτηθεῖ γιά τόν διαστημικό αὐτόν τομέα καί ἡ ὁποία ἐνεργεῖ μέσα στή πλαίσια τῆς ἐντολῆς τῆς ὁποίας οἱ ἔροι καθορίζονται στήν παρούσα παράγραφος καί στό παράρτημα Β τῆς παρούσας Συμφωνίας.

Κατά τόν ἴδιο τρόπο ἔλα τά Μέλη ἀναλαμβάνουν ἀπό κοινοῦ καί ἀλληλεγγύως τήν εὐθύνη γιά ὅλες τίς ὑποχρεώσεις τίς σχετικές μέ τίς δαπάνες λειτουργίας τοῦ ΠΡΟΣΩΡΙΝΟΥ EUTELSAT.

γ) Οἱ Συμβαλλόμενοι πού συμμετέχουν στόν διαστημικό τομέα ECS ἐνσωματώνουν στίς συμφωνίες κινήσεως πού διαπραγματεύονται καί συνάπτουν, διατάξεις οἱ ὁποῖες προβλέπουν δρομολόγηση ἐνός λογικοῦ μέρους τῆς ἐνδο-ευρωπαϊκῆς κινήσεως τους μέσω τοῦ διαστημικοῦ τομέα ECS. Οἱ Συμβαλλόμενοι πού συμμετέχουν στόν διαστημικό τομέα MAROTS προσπαθοῦν νά χρησιμοποιοῦν τό διαστημικό αὐτό τομέα σέ ὅσο τό δυνατό μεγαλύτερο βαθμό.

δ) Γιά τήν τήρηση τῶν διατάξεων τῆς παραγράφου γ) τοῦ παρόντος ἄρθρου, οἱ Συμβαλλόμενοι πού συμμετέχουν στόν διαστημικό τομέα ECS κατασκευάζουν, ὅποτε ἐπιθυμοῦν, σταθμούς ἐδάφους πού ἐπιτρέπουν πρόσβαση στόν διαστημικό τομέα εἴτε γιά ἰδιική τους χρήση, εἴτε, σέ εἰδικές περιπτώσεις καί μέ ἀμοιβαία συμφωνία, γιά κοινή χρήση.

ε) Οἱ Συμβαλλόμενοι μποροῦν, μέ τήν ἐπιφύλαξη τῆς ἰσχύουσας ἐθνικῆς νομοθεσίας νά διαπραγματεύονται καί συνάπτουν ἀπ' εὐθείας τίς κατάλληλες συμφωνίες κινήσεως πού ἀφοροῦν τό πόσο θά χρησιμοποιήσουν τίς τηλεπικοινωνιακές διοδεύσεις πού παρέχονται βάσει τῆς παρούσας Συμφωνίας.

Οἱ σχέσεις μεταξύ ὁποιοῦδήποτε ὀργανισμοῦ τηλεπικοινωνιῶν πού ἐνεργεῖ, ὡς Μέλος καί τῆς ἐθνικῆς ἀρχῆς πού τόν ὑπέδειξε διέπονται ἀπό τήν ἰσχύουσα ἐθνική νομοθεσία.

Ἄρθρο 11. (Ἐδρα τοῦ ΠΡΟΣΩΡΙΝΟΥ EUTELSAT).

Ἐδρα τοῦ ΠΡΟΣΩΡΙΝΟΥ EUTELSAT ὀρίζεται τό Παρίσι.

Ἡ Διεύθυνση τῆς Χώρας—Ἐδρας βοηθεῖ σέ περίπτωση πού ὑπάρχουν δυσκολίες στήν ἐξασφάλιση τῶν ἀδειῶν διαμονῆς πού ἐνδεχομένως εἶναι ἀναγκαῖες γιά τό ἀλλοδαπό προσωπικό τῆς Γενικῆς Γραμματείας.

Ἄρθρο 12. (Οἰκονομικές Διατάξεις).

α) 1. Μέχρις ὅτου τεθοῦν σέ ἰσχύ οἱ δύο Συμπληρωματικές Συμφωνίες, οἱ δαπάνες λειτουργίας τοῦ ΠΡΟΣΩΡΙΝΟΥ EUTELSAT κατανέμονται μεταξύ τῶν Μελῶν βάσει δύο κατηγοριῶν.

Κατηγορία 3 μονάδων.

Γερμανία, Αὐστρία, Βέλγιο, Δανία, Ἰσπανία, Φινλανδία, Γαλλία, Ἑλλάδα, Ἰρλανδία, Ἰταλία, Νορβηγία, Ὀλλανδία, Πορτογαλία, Ἡνωμ. Βασίλειο, Σουηδία, Ἑλβετία, Τουρκία, Γιουγκοσλαβία.

Κατηγορία 1 μονάδας.

Κύπρος, Ἰσπανία, Λιχτενστάιν, Λουξεμβούργο, Μονακό, Πόλη τοῦ Βατικανοῦ, Ἅγιος Μαρίνος, Μάλτα.

2. Μετά τή θέση σέ ἰσχύ τῶν δύο Συμπληρωματικῶν Συμφωνιῶν, οἱ δαπάνες λειτουργίας τοῦ ΠΡΟΣΩΡΙΝΟΥ EUTELSAT κατανέμονται μεταξύ τῶν δύο διαστημικῶν τομέων κατά τήν ἀναλογία πού καθορίζεται ἀπό τή Συνέλευση τῶν Μελῶν.

β) Ὅλες οἱ δαπάνες καί ὅλα τά ἔσοδα τά σχετικά μέ ἕνα μόνο διαστημικό τομέα καταλογίζονται στόν τομέα αὐτόν.

γ) Γιά κάθε διαστημικό τομέα τηροῦνται χωριστοὶ λογαριασμοί. Οἱ λογαριασμοί, ἐλέγχονται κατ' ἔτος ἀπό ὀρκωτούς λογιστές πού ὀρίζονται ἀπό τή Συνέλευση τῶν Μελῶν. Κάθε Μέλος καί κάθε Συμβαλλόμενος ἔχει πρόσβαση στοὺς λογαριασμούς τοῦ ΠΡΟΣΩΡΙΝΟΥ EUTELSAT.

δ) Ὅλες οἱ ἀνάγκες χρηματοδοτήσεως καί ὅλα, τά ἔσοδα τοῦ κάθε διαστημικοῦ τομέα μερίζονται μεταξύ τῶν Συμ-

βαλλομένων καί τῶν Συνεργαζομένων Μελῶν ἀνάλογα μέ τά μερίδια χρηματοδοτήσεως πού προκύπτουν ἀπό τήν ἀντίστοιχη Συμπληρωματική Συμφωνία.

ε) Οἱ ἀνάγκες χρηματοδοτήσεως περιλαμβάνουν :

1. Ὅλα τά ἔμμεσα καί ἔμμεσα ἔξοδα τοῦ ΠΡΟΣΩΡΙΝΟΥ EUTELSAT γιά τήν δημιουργία τῶν διαστημικῶν τομέων καί τήν ἀπόκτηση ἄλλων περιουσιακῶν στοιχείων τοῦ ΠΡΟΣΩΡΙΝΟΥ EUTELSAT.

2. Τά ἀναγκαῖα κεφάλαια γιά τήν ἐκμετάλλευση καί συντήρηση τῶν διαστημικῶν τομέων.

3. Τίς ἀποζημιώσεις πού πρέπει νά καταβάλλει ὁ ΠΡΟΣΩΡΙΝΟΣ EUTELSAT βάσει τοῦ Ἄρθρου 16.

στ) Οἱ οἰκονομικοὶ ἔροι πού διέπουν τή συμμετοχή τῶν Συνεργαζομένων Μελῶν προσδιορίζονται ἀπό τό ἀντίστοιχο Συμβούλιο καί ἀναγράφονται στήν εἰδική Συμφωνία πού ἀναφέρεται στήν παράγραφος (ιγ) τοῦ Ἄρθρου 13.

ζ) Τά ἔξοδα συμμετοχῆς στίς συνόδους τῆς Συνελεύσεως τῶν Μελῶν, τῶν Συμβουλίων, τῶν Συμβουλευτικῶν Ἐπιτροπῶν ἢ σέ κάθε ἄλλη σύνοδος τοῦ ΠΡΟΣΩΡΙΝΟΥ EUTELSAT βαρύνουν τοὺς συμμετέχοντες.

η) Στά πλαίσια τῆς παραγράφου (β) τοῦ Ἄρθρου 10 τῆς παρούσας Συμφωνίας κάθε ἐξουσιοδοτημένη Διεύθυνση διακινεῖ τίς δαπάνες πού βαρύνουν τόν ΠΡΟΣΩΡΙΝΟ EUTELSAT καί ἀναλαμβάνει νά εἰσπράττει περιοδικῶς τό μέρος τῶν δαπανῶν πού ὀφείλεται ἀπό κάθε Μέλος ἢ Συμβαλλόμενο ἀνάλογα μέ τήν περίπτωση.

θ) Κάθε Συμβούλιο καταρτίζει πρόγραμμα τῶν πληρωμῶν πού πρέπει νά πραγματοποιηθοῦν ἀπό τά Μέλη καί τοὺς Συμβαλλόμενους βάσει τῆς παρούσας Συμφωνίας καί τῶν Συμπληρωματικῶν Συμφωνιῶν.

ι) Κάθε χρήστης ἐνός διαστημικοῦ τομέα τοῦ ΠΡΟΣΩΡΙΝΟΥ EUTELSAT καταβάλλει τά ἀνάλογα τέλη χρήσεως πού ἔχουν καθορισθεῖ ἀπό τό ἀντίστοιχο Συμβούλιο.

ια) Κάθε ἐξουσιοδοτημένη Διεύθυνση τηρεῖ καί φυλάει ὅλα τά βιβλία, ἔγγραφα, χαρτιά καί λογαριασμούς πού ἀπαιτοῦνται γιά τή δικαιολόγηση τῶν εἰσπραχθέντων ποσῶν καί τῶν πραγματοποιηθεισῶν δαπανῶν καί τά θέτει στή διάθεση τῆς Συνελεύσεως τῶν Μελῶν ἢ τοῦ ἀντίστοιχου Συμβουλίου κατὰ περίπτωση. Ἡ ἔγκριση τῶν λογαριασμῶν, ἀπό τή Συνέλευση τῶν Μελῶν ἢ ἀπό τό ἀντίστοιχο Συμβούλιο κατὰ περίπτωση ἀπαλλάσσει τῆς εὐθύνης τήν ἐνδιαφερόμενη ἐξουσιοδοτημένη Διεύθυνση καί ἀποτελεῖ ἀναμφισβήτητη ἀπόδειξη ὅτι τά πιστωθέντα ποσά πράγματι ὀφείλοντο ἀπό τά Μέλη καί τοὺς Συμβαλλόμενους.

ιβ) Τά ὀφειλόμενα ποσά στόν ΠΡΟΣΩΡΙΝΟ EUTELSAT ἀπό τά Μέλη, τοὺς Συμβαλλόμενους καί τά Συνεργαζόμενα Μέλη καταβάλλονται στήν ἐνδιαφερόμενη ἐξουσιοδοτημένη Διεύθυνση στή νόμισμα τῆς χώρας τῆς Διευθύνσεως αὐτῆς ἢ σέ νόμισμα ἐλεύθερα μετατρέψιμο ἐντός δύο μηνῶν ἀπό τό τέλος τοῦ μηνός, κατὰ τή διάρκεια τοῦ ὁποῖου ἀπεστάλη ὁ λογαριασμός. Σέ κάθε ποσό μὴ καταβαλλόμενο ἐμπροθέσμως, προστίθεται τόκος ὑπολογιζόμενος μέ ἐπιτόκιο πού ὀρίζεται περιοδικῶς ἀπό τή Συνέλευση τῶν Μελῶν.

ιγ) Κάθε Συμβούλιο ὀρίζει τήν ἡμερομηνία καί τίς οἰκονομικές προϋποθέσεις—περικλιμανομένων καί τῶν μεριδίων χρηματοδοτήσεως—εἰσδοχῆς νέων Συμβαλλομένων στόν ἀντίστοιχο διαστημικό τομέα. Γιά νά καταστῆ δυνατή ἡ εἰσδοχή νέων Συμβαλλομένων καί κατὰ τρόπον ὥστε τό ἔθροισμα ὄλων τῶν μεριδίων χρηματοδοτήσεως νά παραμένει ἴσο πρὸς 100 %, τά μερίδια χρηματοδοτήσεως τῶν ἄλλων Συμβαλλομένων γιά τόν αὐτό διαστημικό τομέα μειώνονται ἀμέσως ἀνάλογα μέχρι τή νέα προσαρμογή πού γίνεται σύμφωνα μέ τή σχετική Συμπληρωματική Συμφωνία.

ιδ) Ὅταν ἕνας Συμβαλλόμενος ἀποχωρεῖ ἢ θεωρεῖται ἀποχωρῶν ἀπό ἕναν διαστημικό τομέα τά μερίδια χρηματοδοτήσεως προσαρμόζονται κατὰ τρόπον ὥστε τό ἄθροισμα ὄλων τῶν μεριδίων χρηματοδοτήσεως νά παραμένει ἴσο πρὸς 100 % καί τά μερίδια χρηματοδοτήσεως αὐξάνονται

άμέσως ανάλογα μέχρι την νέα προσαρμογή που γίνεται σύμφωνα με τη σχετική Συμπληρωματική Συμφωνία.

Άρθρο 13. (Προσχώρηση - Αποχώρηση).

α) Η παρούσα Συμφωνία είναι ανοικτή για υπογραφή από κάθε Διεύθυνση Μέλος της CEPT ή Ανεγνωρισμένο Ίδιωτικό Φορέα δεόντως εξουσιοδοτημένο για το σκοπό αυτό από τη Διεύθυνσή του Μέλος της CEPT. Κάθε χώρα εκπροσωπείται από ένα μόνο Μέλος.

β) 1. Όταν η προσχώρηση στην παρούσα Συμφωνία μιας Διεύθυνσεως ή Ανεγνωρισμένου Ίδιωτικού Φορέα γίνεται μετά τη θέση σε ισχύ της Συμφωνίας οι όροι συμμετοχής της εν λόγω Διεύθυνσεως ή Ανεγνωρισμένου Ίδιωτικού Φορέα καθορίζονται από τη Συνέλευση των Μελών σύμφωνα με τις σχετικές διατάξεις του Άρθρου 12 της παρούσας Συμφωνίας.

2. Οι όροι προσχώρησης της εν λόγω Διεύθυνσεως ή Ανεγνωρισμένου Ίδιωτικού Φορέα σε μια Συμπληρωματική Συμφωνία καθορίζονται από το αρμόδιο Συμβούλιο σύμφωνα με το Άρθρο 12 (γ).

3. Μετά τη θέση σε ισχύ της Συμπληρωματικής Συμφωνίας που αφορά τον δεύτερο διαστημικό τομέα, Διεύθυνση Μέλος της CEPT ή Ανεγνωρισμένος Ίδιωτικός Φορέας δεόντως εξουσιοδοτημένος δεν μπορεί να προσχωρήσει στον ΠΡΟΣΩΡΙΝΟ EUTELSAT χωρίς να υπογράψει ταυτόχρονα μια από τις Συμπληρωματικές Συμφωνίες.

γ) 1. Κάθε Μέλος μπορεί να αποχωρήσει οικειοθελώς από τον ΠΡΟΣΩΡΙΝΟ EUTELSAT γνωστοποιώντας την απόφασή του εγγράφως στο Γενικό Γραμματέα.

2. Κάθε Συμβαλλόμενος μπορεί να αποχωρήσει οικειοθελώς από μια Συμπληρωματική Συμφωνία γνωστοποιώντας την απόφασή του εγγράφως στο Γενικό Γραμματέα.

3. Η έκουσια αποχώρηση από τον ΠΡΟΣΩΡΙΝΟ EUTELSAT ή από μια Συμπληρωματική Συμφωνία ισχύει τρείς μήνες μετά την ημερομηνία λήψεως της ειδοποίησεως από τον Γενικό Γραμματέα. Όμως η έκουσια αυτή αποχώρηση δεν απαλλάσσει, το εν λόγω Μέλος ή τον εν λόγω Συμβαλλόμενο των ανειλημμένων υποχρεώσεών του μέχρι της ημερομηνίας λήψεως της γνωστοποίησεως παραιτήσεως από τον Γενικό Γραμματέα.

δ) Εάν μετά τη λήξη της προθεσμίας υπογραφής της Συμπληρωματικής Συμφωνίας της σχετικής με την δημιουργία του δεύτερου διαστημικού τομέα Μέλος ή εθνικός Οργανισμός Τηλεπικοινωνιών που έχει υποδειχθεί απ' αυτό σύμφωνα με την παράγραφο (β) του Άρθρου 3 της παρούσας Συμφωνίας δεν είναι πλέον Συμβαλλόμενος σε μια τουλάχιστον των Συμπληρωματικών Συμφωνιών το Μέλος αυτό θεωρείται ότι έχει αποχωρήσει από τον ΠΡΟΣΩΡΙΝΟ EUTELSAT.

ε) Εάν Μέλος ή Συμβαλλόμενος παραλείπει να πληρώσει οποιοδήποτε ποσό το οποίο οφείλει, σύμφωνα με τις διατάξεις του Άρθρου 12 της παρούσας Συμφωνίας, ή Συνέλευση των Μελών ή το αρμόδιο Συμβούλιο, μπορεί κατά περίπτωση, όταν περάσει ή προθεσμία τριών μηνών μετά την ημερομηνία οφειλής και αφού εξετάσει κάθε παράσταση που γίνεται από το εν λόγω Μέλος ή τον εν λόγω Συμβαλλόμενο, να αποφασίζει ότι το Μέλος ή ο Συμβαλλόμενος θεωρείται αποχωρών από τον ΠΡΟΣΩΡΙΝΟ EUTELSAT ή την σχετική Συμπληρωματική Συμφωνία κατά περίπτωση και ότι από την ημερομηνία της απόφασεως, ή παρούσα Συμφωνία ή η Συμπληρωματική Συμφωνία σταματά να ισχύει όσον αφορά το Μέλος ή τον Συμβαλλόμενο κατά περίπτωση.

στ) Όταν Μέλος αποχωρήσει ή θεωρείται ότι έχει αποχωρήσει από τον ΠΡΟΣΩΡΙΝΟ EUTELSAT κάθε Συμβαλλόμενος που έχει υποδειχθεί από αυτό σύμφωνα με την παράγραφο (β) του Άρθρου 3 της παρούσας Συμφωνίας θεωρείται ότι έχει αποχωρήσει από κάθε Συμπληρωματική Συμφωνία που έχει υπογράψει.

Εν τούτοις, το αρμόδιο Συμβούλιο προσπαθεί, μέσα στα πλαίσια της παρούσας Συμφωνίας και λαμβάνοντας υπόψη τα συμφέροντα του ΠΡΟΣΩΡΙΝΟΥ EUTELSAT και του Συμβαλλόμενου, να εξεύρει λύση ικανοποιητική για τα ενδιαφερόμενα μέρη.

ζ) Το Μέλος που γνωστοποιεί απόφαση αποχώρησης από τον ΠΡΟΣΩΡΙΝΟ EUTELSAT παύει να έχει κάθε δικαίωμα εκπροσωπήσεως στη Συνέλευση των Μελών και στο (α) αρμόδιο (-α) Συμβούλιο (α) και δεν έχει καμμία υποχρέωση ή ευθύνη από την ημερομηνία λήψεως από τον Γεν. Γραμματέα της γνωστοποίησεως αποχώρησης εκτός της υποχρεώσεως Μέλους, να καταβάλει το μερίδιό του στις αναγκαίες εισφορές για την αντιμετώπιση τόσο των υποχρεώσεων που έχουν ρητά εγκριθεί προ της ημερομηνίας λήψεως από τον Γενικό Γραμματέα, της γνωστοποίησεως παραιτήσεως όσο και των ευθυνών που απορρέουν από πράξεις ή παραλείψεις που έχουν προηγηθεί της λήψεως της γνωστοποίησεως παραιτήσεως, εκτός αν αποφασίσει διαφορετικά ή Συνέλευση των Μελών.

η) Ο Συμβαλλόμενος που γνωστοποιεί απόφαση αποχώρησης από μια Συμπληρωματική Συμφωνία χάνει κάθε δικαίωμα εκπροσωπήσεως στο αντίστοιχο Συμβούλιο και δεν έχει καμμία υποχρέωση ή ευθύνη από την ημερομηνία λήψεως από τον Γενικό Γραμματέα της γνωστοποίησεως αποχώρησης εκτός της υποχρεώσεως του Συμβαλλόμενου να καταβάλει το μερίδιό του στις αναγκαίες εισφορές σε κεφάλαιο για την αντιμετώπιση, τόσο των συμβατικών υποχρεώσεων που έχουν ρητά εγκριθεί προ της ημερομηνίας λήψεως από τον Γενικό Γραμματέα της γνωστοποίησεως αποχώρησης όσο και των ευθυνών που απορρέουν από πράξεις ή παραλείψεις που έχουν προηγηθεί της λήψεως της γνωστοποίησεως αποχώρησης, εκτός εάν αποφασίσει διαφορετικά το αντίστοιχο Συμβούλιο.

θ) Εάν η Συνέλευση των Μελών ή το αρμόδιο Συμβούλιο κατά περίπτωση αποφασίσει, βάσει της παραγράφου (ε) του παρόντος Άρθρου, ότι ένα Μέλος ή Συμβαλλόμενος, κατά περίπτωση θεωρείται αποχωρών από τον ΠΡΟΣΩΡΙΝΟ EUTELSAT ή από μια Συμπληρωματική Συμφωνία, το εν λόγω Μέλος ή Συμβαλλόμενος δεν υπέχει καμμία ευθύνη μετά την απόφαση αυτή, με εξαίρεση την υποχρέωσή του να καταβάλει το μερίδιό του στις αναγκαίες εισφορές σε κεφάλαιο για την αντιμετώπιση τόσο των συμβατικών υποχρεώσεων που έχουν ρητά εγκριθεί προ της εν λόγω απόφασεως όσο και των ευθυνών που απορρέουν από πράξεις ή παραλείψεις που έχουν προηγηθεί αυτής, εκτός εάν αποφασίσει διαφορετικά το όργανο του ΠΡΟΣΩΡΙΝΟΥ EUTELSAT που έλαβε την προαναφερθείσα απόφαση. Εάν ένα Μέλος, θεωρείται ότι έχει αποχωρήσει από τον ΠΡΟΣΩΡΙΝΟ EUTELSAT βάσει της παραγράφου (δ) του παρόντος Άρθρου, δεν αναλαμβάνει από της ημερομηνίας λήψεως της απόφασεως αυτής, παρά μόνο την υποχρέωση να καταβάλει το μερίδιό του στις εισφορές που αφορούν δαπάνες λειτουργίας του ΠΡΟΣΩΡΙΝΟΥ EUTELSAT και έχουν εγκριθεί στον προϋπολογισμό του έτους το οποίο περιλαμβάνει την ημερομηνία αυτή.

ι) Κάθε γνωστοποίηση αποχώρησης και κάθε απόφαση απομακρύνσεως πρέπει να γνωστοποιούνται χωρίς καθυστέρηση από το Γενικό Γραμματέα σε όλα τα Μέλη και σε όλους τους Συμβαλλομένους.

ια) Εντός τριών μηνών μετά την ημερομηνία από της οποίας ισχύει ή παραιτήση από τον ΠΡΟΣΩΡΙΝΟ EUTELSAT ή από μια από τις Συμπληρωματικές Συμφωνίες, ενός Μέλους ή ενός Συμβαλλόμενου βάσει του παρόντος Άρθρου ο Γενικός Γραμματέας πληροφορεί το εν λόγω Μέλος ή τον Συμβαλλόμενο για την εκτίμηση που η Συνέλευση των Μελών ή το αρμόδιο κατά περίπτωση Συμβούλιο έχει κάμει για την οικονομική του κατάσταση στον ΠΡΟΣΩΡΙΝΟ EUTELSAT κατά την ημέρα από της οποίας ισχύει ή αποχώρηση και για τους προτεινόμενους όρους διακανονισμού.

ιβ) Καμμιά διάταξη του παρόντος "Αρθρου δέν έχει σάν αποτέλεσμα τήν κατάργηση οποιασδήποτε απαιτήσεως πού έχει αποκτήσει Μέλος ή Συμβαλλόμενος υπό τήν ιδιότητά του αυτή ή οποία διατηρείται μετά τήν ήμερομηνία λήψεως τής γνωστοποιήσεως αποχωρήσεως και για τά όποια δέν έχει ληφθεί καμμιά αποζημίωση βάσει τών διατάξεων του παρόντος "Αρθρου.

ιγ) 'Η συμμετοχή οποιασδήποτε άλλης Διευθύνσεως Τηλεπικοινωνιών ή 'Ανεγνωρισμένου 'Ιδιωτικού Φορέα σέ ένα διαστημικό τομέα υπό τήν ιδιότητα του Συνεργαζόμενου Μέλους έξαρτάται από τήν έγκριση τής Συνελεύσεως τών Μελών και αποτελεί αντικείμενο ιδιαίτερης συμφωνίας μεταξύ του Συνεργαζόμενου αυτού Μέλους και του αρμόδιου Συμβουλίου. 'Εν τούτοις μόνο οι ευρωπαϊκές Διευθύνσεις Τηλεπικοινωνιών μπορούν να γίνουν δεκτές για συμμετοχή στον διαστημικό τομέα ECS.

"Αρθρο 14. (Έγκριση τών Σταθμών Έδάφους).

α) 'Η αίτηση έγκρίσεως σταθμού έδαφους πρέπει να υποβληθεί στον ΠΡΟΣΩΡΙΝΟ EUTELSAT πριν από κάθε χρήση του αντίστοιχου διαστημικού τομέα.

β) Στην περίπτωση ενός επίγειου σταθμού ξηράς, ή αίτηση έγκρίσεως πρέπει να υποβληθεί από τó Μέλος ή τόν Συμβαλλόμενο του όποιου ή δραστηριότητα άσκειται επί του έδαφους όπου εύρϊσκειται ή θά εγκατασταθεί ó σταθμός έδαφους. 'Εάν ó σταθμός έδαφους εύρϊσκειται στο έδαφος μιās Ευρωπαϊκής χώρας πού δέν έχει Μέλος στην παρούσα Συμφωνία ή σέ περίπτωση χρησιμοποίησεως του διαστημικού τομέα MAROTS εάν ó σταθμός έδαφους εύρϊσκειται στο έδαφος κάθε άλλης χώρας πού δέν έχει Μέλος στην παρούσα Συμφωνία, ή αίτηση πρέπει να υποβληθεί από έναν οργανισμό τηλεπικοινωνιών δόντως έξουσιοδοτημένο.

Κάθε Μέλος ή Συμβαλλόμενος ή 'Οργανισμός Τηλεπικοινωνιών τής άνωτέρω παραγράφου είναι υπεύθυνος απέναντι στον ΠΡΟΣΩΡΙΝΟ EUTELSAT ώστε κάθε σταθμός έδαφους, για τόν όποιο έχει καταθέσει αίτηση, να ανταποκρίνεται στους κανονισμούς και τις άρχές πού καθορίζονται στο έγγραφο έγκρίσεως πού εκδίδεται από τó αρμόδιο Συμβούλιο.

γ) "Όσον άφορα τούς επίγειους σταθμούς πλοίου πού χρησιμοποιούν τόν διαστημικό τομέα MAROTS, οι εύθυες και διαδικασίες οι σχετικές με τις προδιαγραφές, τήν έγκριση κάθε τύπου, τις δοκιμές λήψεως και έλέγχου τών επίγειων σταθμών πλοίου, καθορίζονται από τó Συμβούλιο MAROTS.

Σέ περίπτωση κακής λειτουργίας ενός επίγειου σταθμού πλοίου μπορεί να επέμβει ένας επίγειος σταθμός ξηράς ó όποιος ενεργεί υπό τήν έποπτεία του Συμβουλίου MAROTS ως σταθμός έλέγχου, ώστε να απαλείψει κάθε διατάραξη τής λειτουργίας του διαστημικού τομέα.

"Αρθρο 15. (Διάθεση τής χωρητικότητας του Διαστημικού Τομέα ECS).

α) Κάθε αίτηση για διάθεση χωρητικότητας του διαστημικού τομέα ECS υποβάλλεται στον ΠΡΟΣΩΡΙΝΟ EUTELSAT από ένα Συμβαλλόμενο ή στην περίπτωση μιās ευρωπαϊκής χώρας όπου δέν υπάρχει Συμβαλλόμενος, από έναν οργανισμό τηλεπικοινωνιών δόντως έξουσιοδοτημένο.

β) Κάθε Συμβαλλόμενος ή οργανισμός τηλεπικοινωνιών στον όποιο έχει διατεθεί χωρητικότητα σύμφωνα με τήν παράγραφο α) του παρόντος "Αρθρου, τηρεί τούς όρους πού θέτει ó ΠΡΟΣΩΡΙΝΟΣ EUTELSAT σχετικά με τή διάθεση αυτή.

"Αρθρο 16. (Εύθυνη).

α) 'Ο ΠΡΟΣΩΡΙΝΟΣ EUTELSAT, οποιοδήποτε Μέλος ή οποιοσδήποτε Συμβαλλόμενος ή έξουσιοδοτημένη Διεύθυνση, όταν ενεργεί κατά τήν άσκηση τών καθηκόντων του μέσα στα πλαίσια τής άρμοδιότητός του, οποιοσδήποτε άνωτερος υπάλληλος ή στέλεχος οποιοσδήποτε έξ αυτών, οποιοσδήποτε εκπρόσωπος στις συνεδριάσεις του ΠΡΟΣΩΡΙΝΟΥ EUTELSAT δέν υπέχει καμμιά εύθυνη έναντι

οποιοδήποτε Μέλους, Συμβαλλόμενου ή του ΠΡΟΣΩΡΙΝΟΥ EUTELSAT και δέν είναι δυνατό να υποβληθεί καμμιά άγωγή έναντιόν οποιοσδήποτε έξ αυτών για ζημιές - κέρδη λόγω οποιασδήποτε διακοπής, καθυστέρήσεως ή κακής λειτουργίας τών υπηρεσιών τηλεπικοινωνιών πού παρέχονται ή πρέπει να παρέχονται σύμφωνα με τήν παρούσα Συμφωνία και τις Συμπληρωματικές Συμφωνίες.

β) 'Εάν ó ΠΡΟΣΩΡΙΝΟΣ EUTELSAT ή οποιοδήποτε Μέλος ή οποιοσδήποτε Συμβαλλόμενος ή έξουσιοδοτημένη Διεύθυνση υποχρεούται βάσει τελεσίδικης αποφάσεως άρμόδιου δικαστηρίου ή βάσει συμβιβασμού πού έχει υιοθετηθεί ή έγκριθεί από τή Συνέλευση τών Μελών ή από τó αρμόδιο Συμβούλιο κατά περίπτωση, να καταβάλει αποζημίωση περιλαμβανομένων οποιοσδήποτε σχετικών έξόδων και δαπανών, πού προκύπτει από ενέργειες του ΠΡΟΣΩΡΙΝΟΥ EUTELSAT, σύμφωνα με τήν παρούσα Συμφωνία και τις Συμπληρωματικές Συμφωνίες και στο μέτρο κατά τó όποιο ή αποζημίωση αυτή δέν μπορεί να έξοφληθεί ούτε από τó κεφάλαιο κινήσεως του ΠΡΟΣΩΡΙΝΟΥ EUTELSAT ούτε από τρίτο πρόσωπο ή με επέλευση συμβάσεως άσφαλίσεως ή άλλες οικονομικές διευθετήσεις, τά Μέλη ή οι Συμβαλλόμενοι καταβάλλουν στον ΠΡΟΣΩΡΙΝΟ EUTELSAT τó ποσό τής αποζημιώσεως πού δέν καλύπτεται ανάλογα με τó μερίδιο χρηματοδοτήσεως πού αντιπροσχει στον καθένα κατά τήν ήμερα κατά τήν όποια κατέστη άπαιτητή ή πληρωμή τής εν λόγω αποζημιώσεως από τόν ΠΡΟΣΩΡΙΝΟ EUTELSAT.

γ) 'Εάν έναντιόν Μέλους, Συμβαλλόμενου ή έξουσιοδοτημένης Διευθύνσεως υποβληθεί άγωγή αποζημιώσεως, υποχρεούται για τήν καταβολή τής αποζημιώσεως πού ύφείλεται βάσει τής παραγράφου (β) του παρόντος άρθρου, να πληροφορήσει άμέσως τόν ΠΡΟΣΩΡΙΝΟ EUTELSAT και να τού δώσει τήν εύκαιρία να γνωμοδοτήσει ή να ύποδειξει τά μέσα υπερασπίσεως ή διακανονισμού τής διαφοράς και μέσα στα όρια πού καθορίζονται από τó νομικό καθεστώς πού ισχύει για τó δικαστήριο στο όποιο έχει υποβληθεί ή άγωγή, να παρασταθεί ή να λάβει τή θέση του εν λόγω Μέλους ή του Συμβαλλόμενου ή τής εν λόγω έξουσιοδοτημένης Διευθύνσεως.

"Αρθρο 17. (Διακανονισμός Διαφορών).

Κάθε διαφορά σχετική με τήν έρμηνεία ή τήν έφαρμογή τής παρούσας Συμφωνίας και τών Συμπληρωματικών Συμφωνιών υποβάλλεται, εάν δέν έχει καταστεί δυνατό να επιλυθεί με άλλο τρόπο, σέ λογική προθεσμία, σέ δικαιοσύνη τής όποιας ή διαδικασία άπορραϊζεται από τή Συνέλευση τών Μελών, κατά τήν πρώτη της σύνοδο, με πλειοψηφία τών δύο τρίτων τών Μελών τών όποιων οι εκπρόσωποι είναι παρόντες και ψηφίζουν.

"Αρθρο 18. (Σχέσεις με τήν Ευρωπαϊκή Ένωση Ραδιοφωνίας (UER) και άλλους Διεθνείς 'Οργανισμούς).

Τó Συμβούλιο του ECS μπορεί με πρωτοβουλία του ή κατόπιν αίτήσεως τής UER ή κάποιου άλλου διεθνούς οργανισμού να οργανώνει μικτές συνόδους με εκπροσώπους τών οργανισμών αυτών κατά τήν διάρκεια τών όποιων μπορούν να συζητούνται συγκεκριμένα θέματα κοινού ενδιαφέροντος λαμβανομένων δόντως υπόψη τών προνοιών τών Μελών.

Τó Συμβούλιο MAROTS μπορεί, με τούς ίδιους όρους, να συγκαλεί μικτές συνόδους με εκπροσώπους διεθνών οργανισμών πού αντιπροσωπεύουν, ειδικότερα, συμφέροντα ναυτιλιακών επικοινωνιών.

'Η ήμερήσια διάταξη καθώς και ή διοργάνωση τών συνελεύσεων αυτών άπορραϊζονται εκ τών προτέρων από κάθε Συμβούλιο.

"Αρθρο 19. (Τροποποιήσεις).

'Η παρούσα Συμφωνία μπορεί να τροποποιηθεί με άμφωνή άπόφαση τής Συνελεύσεως τών Μελών, εν τούτοις:

— ή Συνέλευση μπορεί να αποφασίζει για τη θέση σε λειτουργία νέων διαστημικών τομέων υπό τους όρους ψηφίστως που προβλέπονται στο άρθρο 5 (ε) για θέματα ουσίας,

— οι Συμπληρωματικές Συμφωνίες, μπορούν να τροποποιούνται με ομόφωνη απόφαση του αρμοδίου Συμβουλίου λαμβανομένης υπόψη της γνώμης που εκφράζει ή Συνέλευση των Μελών.

Άρθρο 20. (Διατάξεις που αφορούν το όριστικό καθεστώς EUTELSAT).

α) Τουλάχιστον έξι μήνες προ της ημερομηνίας που έχει προβλεφθεί για την θέση σε εκμετάλλευση του διαστημικού τομέα ECS ή Συνέλευση των Μελών υποβάλλει στα Μέλη της παρούσας Συμφωνίας έκθεση που περιέχει τις συστάσεις της επί των όριστικών διατάξεων που αφορούν τον Όργανισμό EUTELSAT.

β) Όποιαδήποτε κι αν είναι ή μορφή του όριστικού καθεστώτος :

1. Οι σκοποί του Όργανισμού EUTELSAT πρέπει να είναι σύμφωνοι με τις αρχές που περιέχονται στον Πρόλογο της παρούσας Συμφωνίας.

2. Όλες οι Διευθύνσεις μέλη της CEPT και υπό την προϋπόθεση συμφωνίας της Συνελεύσεως των Μελών, όλες οι άλλες Διευθύνσεις των ευρωπαϊκών χωρών μελών της Διεθνούς Ένώσεως Τηλεπικοινωνιών ή ο Όργανισμός των χωρών αυτών που υποδεικνύεται για το σκοπό αυτό, μπορούν να προσχωρήσουν σ' αυτό.

3. Οι επενδύσεις των Συμβαλλομένων προστατεύονται.

4. Ειδικές διατάξεις :

— Ρυθμίζουν το θέμα της νομικής προσωπικότητας του EUTELSAT.

— Διευκρινίζουν τη διαδικασία και την περιοδικότητα κατά τις οποίες προσδιορίζονται τα μερίδια χρηματοδότησεως των Συμβαλλομένων καθώς και τους όρους οικονομικών αναπροσαρμογών μεταξύ των Συμβαλλομένων.

— Ορίζουν τους όρους επιστροφής του επενδεδυμένου κεφαλαίου.

— Προβλέπουν τους όρους καθορισμού των τελών χρήσεως των διαστημικών τομέων.

— Διευκρινίζουν τις διατάξεις, περιλαμβανομένων και των οικονομικών διαδικασιών που ρυθμίζουν την μεταβίβαση στον EUTELSAT των καθηκόντων που έχουν ανατεθεί στις εξουσιοδοτημένες Διευθύνσεις.

— Διευκρινίζουν τις διαδικασίες που ρυθμίζουν τις σχέσεις με την Ευρωπαϊκή Υπηρεσία Διαστήματος.

γ) Η Έκθεση που προβλέπεται στην παράγραφο α) του παρόντος Άρθρου θα εξετασθεί σε διεθνή διάσκεψη των Μελών στην οποία θα μπορέσουν επίσης να συμμετάσχουν ως παρατηρητές οι Ευρωπαϊκές Διευθύνσεις Τηλεπικοινωνιών που δεν αποτελούν Μέλη της παρούσας Συμφωνίας και ή οποία θα συγκληθεί για το σκοπό αυτό από τη Διεύθυνση Τηλεπικοινωνιών της Έδρας εντός διαστήματος τριών μηνών από της υποβολής της έκθεσεως. Τα Μέλη της παρούσας Συμφωνίας θα προσπαθήσουν για τη δημιουργία του όριστικού καθεστώτος το συντομότερο δυνατό για να μπορέσει να ισχύσει το αργότερο από της ημερομηνίας θέσεως σε λειτουργία του διαστημικού τομέα ECS.

δ) Στην περίπτωση που το όριστικό καθεστώς δεν θα συσταθεί εγκαίρως, ο ΠΡΟΣΩΡΙΝΟΣ EUTELSAT θα αναλάβει την εκμετάλλευση και τη συντήρηση των διαστημικών τομέων βάσει της παρούσας Συμφωνίας και των Συμπληρωματικών Συμφωνιών μέχρι της θέσεως σε ισχύ του όριστικού καθεστώτος.

Άρθρο 21. (Θέση σε ισχύ και διάρκεια).

α) Η παρούσα Συμφωνία θα αρχίσει να ισχύει από την ημέρα υπογραφής της από δέκα Διευθύνσεις Μέλη της CEPT ή Άνεγνωρισμένους Ίδιωτικούς Φορείς δεόντως εξουσιοδοτημένους γι' αυτό από τη Διεύθυνσή τους Μέλους της CEPT.

Η θέση σε ισχύ της παρούσας Συμφωνίας δεν συνεπάγεται την αυτόματη θέση σε ισχύ των Συμπληρωματικών Συμφωνιών που αποτελούν αντικείμενο ειδικών διατάξεων.

β) Η παρούσα Συμφωνία θα παραμείνει ανοικτή για υπογραφή μέχρι τις 15 Σεπτεμβρίου 1977. Μετά την ημερομηνία αυτή οι Διευθύνσεις Μέλη της CEPT ή Άνεγνωρισμένοι Ίδιωτικοί Φορείς δεόντως εξουσιοδοτημένοι γι' αυτό από τη Διεύθυνσή τους Μέλους της CEPT θα μπορούν να προσχωρήσουν στην παρούσα Συμφωνία σύμφωνα με τις διατάξεις του Άρθρου 13 της παρούσας Συμφωνίας.

Εάν κατά την ημερομηνία αυτή, ο αριθμός των Μελών δεν είναι τουλάχιστον αυτός που απαιτείται σύμφωνα με τη παράγραφο α) ανωτέρω ή παρούσα Συμφωνία δεν θα τεθεί σε ισχύ.

γ) Καμιά επιφύλαξη δεν μπορεί να γίνει στην παρούσα Συμφωνία.

δ) Η παρούσα Συμφωνία θα παραμείνει σε εφαρμογή μέχρι της θέσεως σε ισχύ νέας Συμφωνίας που θα την αντικαταστήσει και μέχρις ότου Μέλη αποφασίσουν για την έκτασή της.

ε) Στην περίπτωση κατά την οποία ή Ευρωπαϊκή Υπηρεσία Διαστήματος θα αποφάσισε να μη παραχωρήσει έναν από τους δύο διαστημικούς τομείς που αναφέρονται σαφώς στην παρούσα Συμφωνία, ο τομέας αυτός θα έπαιε άμεσως να ισχύει. Αυτό δεν έχει σαν αποτέλεσμα την απαλλαγή των Μελών και των Συμβαλλομένων και τις υποχρεώσεις που έχουν αναλάβει κατά το διάστημα ισχύος της παρούσας Συμφωνίας.

Άρθρο 22. (Γλώσσες).

Οι γλώσσες γαλλική και αγγλική είναι αποδεκτές για τα έγγραφα και τις συζητήσεις της Συνελεύσεως των Μελών και των Συμβουλίων.

Άρθρο 23. (Διάφορα).

α) Ο Πρόλογος και το Παράρτημα Β (έντολη) αποτελούν αναπόσπαστο μέρος της παρούσας Συμφωνίας.

Οι Συμπληρωματικές Συμφωνίες, όταν θα τεθούν σε ισχύ, αποτελούν αναπόσπαστο μέρος της παρούσας Συμφωνίας για τους Συμβαλλομένους των και θα αποτελέσουν τα παραρτήματα Α1 και Α2 της παρούσας Συμφωνίας.

β) Η παρούσα Συμφωνία συντάσσεται σε ένα μόνο αντίτυπο στη γαλλική γλώσσα το οποίο αποτελεί το μόνο πρωτότυπο που έχει κατατεθεί στην Διεύθυνση Έδρας. Η τελευταία θα αποστείλει ένα επικυρωμένο αντίγραφο σε κάθε Μέλος.

Είς μαρτυρίαν των ανωτέρω τα Μέλη της παρούσας Συμφωνίας την υπέγραψαν εξ' ονόματός των, με τους αντίστοιχους εκπροσώπους των δεόντως εξουσιοδοτημένους για το σκοπό αυτό.

Συνετάγη στο Παρίσι την 13 Μαΐου 1977

ΣΥΝΗΜΜΕΝΟ

ΔΙΑΤΑΞΕΙΣ ΣΧΕΤΙΚΕΣ ΜΕ ΤΟ ΠΡΟΓΡΑΜΜΑ OTS

Οι δραστηριότητες οι σχετικές με το πρόγραμμα O.T.S. (Δορυφόρος Τροχιακών Δοκιμών) της αρμοδιότητας των Διευθύνσεων και των Άνεγνωρισμένων Ίδιωτικών Φορέων της CEPT ασκούνται από το Συμβούλιο ECS.

Οι Διευθύνσεις οι Άνεγνωρισμένοι Ίδιωτικοί Φορείς της CEPT που συμμετέχουν στο πρόγραμμα O.T.S. αλλά δεν είναι δικαιωματικά Μέλη μπορούν εν τούτοις με αίτη-

σή των να εκπροσωποῦνται στις ἐργασίες και συζητήσεις τοῦ Συμβουλίου ECS και τῶν Συμβουλευτικῶν τοῦ Ἐπιτροπῶν ὅταν ἀφοροῦν ἀποκλειστικὰ τὸ πρόγραμμα αὐτό.

Στὴν περίπτωση αὐτὴ εἶναι ὑποχρεωμένες νὰ συμβάλουν σὲ κάθε δαπάνη τοῦ ΠΡΟΣΩΡΙΝΟΥ EUTELSAT σχετικὴ μετὰ τὸ πρόγραμμα O.T.S. πού θὰ τοὺς καταλογισθεῖ.

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ Β'

ΕΝΤΟΛΗ

α) Ἐντεταλμένη Διεύθυνση σύμφωνα μετὰ τὸ ἄρθρο 10 (β) ἐνεργεῖ ὅποιαδήποτε πράξη ζητήσῃ ὁ Γενικὸς Γραμματέας ἐνεργώντας σύμφωνα μετὰ τὶς ἀποφάσεις τῆς Συνελεύσεως τῶν Μελῶν ἢ κάθε Συμβουλίου κατὰ περίπτωσιν. Ἐν τούτοις ἡ ἐντολὴ αὐτὴ περιορίζεται στις πράξεις πού ἐκτελοῦνται σὲ ἐφαρμογὴ τοῦ σκοποῦ και τῶν διατάξεων τῆς παρούσας Συμφωνίας και τῶν Συμπληρωματικῶν Συμφωνιῶν.

β) Στὰ πλαίσια τοῦ ἄρθρου 10 (β) ἐντεταλμένη Διεύθυνση ἀντιπροσωπεύει τὸν ΠΡΟΣΩΡΙΝΟ EUTELSAT ἰδιαιτέρα γιὰ τὴν συνάψιν συμβάσεων και εἰδικὰ γιὰ τὴν ὑπογραφή συμφωνιῶν μετὰ τὴν Εὐρωπαϊκὴ Ἰπηρεσία Διαστήματος γιὰ τὴ συνάψιν τῶν ἀναγκαίων δανείων και γιὰ ὅποιαδήποτε νομικὴ διαδικασία.

γ) Ἐντεταλμένη Διεύθυνση δὲν ἔχει τὸ δικαίωμα νὰ μεταβιβάσῃ σὲ τρίτο πρόσωπο ἕλη ἢ μέρος τῆς ἐντολῆς τῆς ἐκτὸς ἐὰν λάβει δεόντως τὴ συγκατάθεσιν ὅλων τῶν Μελῶν.

δ) Ἐντεταλμένη Διεύθυνση εἶναι ὑπόλογη γιὰ τὰ ποσὰ πού καταβάλλει ἢ εἰσπράττει ὁ ΠΡΟΣΩΡΙΝΟΣ EUTELSAT. Γι' αὐτὸ κάθε χρόνον καταρτίζει λογαριασμοὺς πού πρέπει νὰ ἐγκρίνονται ἀπὸ τὴ Συνέλευσιν τῶν Μελῶν ἢ ἀπὸ κάθε Συμβούλιον κατὰ περίπτωσιν.

ε) Κάθε διαφορά μετὰξὺ ὄργανου τοῦ ΠΡΟΣΩΡΙΝΟΥ EUTELSAT και ἐντεταλμένης Διευθύνσεως ἢ μετὰξὺ Μέλους και ἐντεταλμένης Διευθύνσεως ἢ μετὰξὺ Συμβαλλόμενου και ἐντεταλμένης Διευθύνσεως διευθετεῖται μετὰ διαιτησία σύμφωνα μετὰ τὶς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 17 τῆς παρούσας Συμφωνίας.

στ) Ἡ ἐντολὴ μπορεῖ νὰ ἀνακληθεῖ ὅμηρες μετὰ προειδοποίηση, εἴτε ἀπὸ ἐντεταλμένη Διεύθυνση εἴτε ἀπὸ πρόσωπο δεόντως ἐξουσιοδοτημένο, πού ἐνεργεῖ γιὰ λογαριασμὸ τῆς Συνελεύσεως τῶν Μελῶν ἢ ὅποια θὰ ἔχει ἀποφασίσῃ τὴν ἀνάκλησιν αὐτὴ ὑπὸ τὶς προϋποθέσεις ψήφισεως πού προβλέπονται στὸ ἄρθρο 5 (ε) γιὰ θέματα οὐσίας.

ζ) Στὴν περίπτωσιν τέτοιας ἀνακλήσεως, ἡ ἐντεταλμένη Διεύθυνση παραμένει ὑπεύθυνη γιὰ ἕλες τὶς ὑποχρεώσεις πού ἔχουν ἀναληφθεῖ κατὰ τὴ διάρκεια ἰσχύος τῆς ἐντολῆς τῆς μέχρις ὅτου ἄλλη Διεύθυνση ἐντολοδοτηθεῖ ἀντὶ αὐτῆς. Ὅμως ἡ εὐθύνη αὐτὴ δὲν δύναται νὰ ὑπερβεῖ τὴν ἐξάμηνη προθεσμίαν πού προβλέπεται στὴ προηγούμενη παράγραφον.

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ Α1 ΤΗΣ ΣΥΜΦΩΝΙΑΣ

ΓΙΑ ΤΗΝ ΙΔΡΥΣΗ ΠΡΟΣΩΡΙΝΟΥ ΕΥΡΩΠΑΪΚΟΥ ΟΡΓΑΝΙΣΜΟΥ ΔΟΥΡΥΦΟΡΙΚΩΝ ΤΗΛΕΠΙΚΟΙΝΩΝΙΩΝ «ΠΡΟΣΩΡΙΝΟΣ EUTELSAT»

ΣΥΜΠΛΗΡΩΜΑΤΙΚΗ ΣΥΜΦΩΝΙΑ ΣΧΕΤΙΚΗ ΜΕ ΤΟ ΔΙΑΣΤΗΜΙΚΟ ΤΟΜΕΑ ΤΟΥ ΔΟΥΡΥΦΟΡΙΚΟΥ ΤΗΛΕΠΙΚΟΙΝΩΝΙΑΚΟΥ ΣΥΣΤΗΜΑΤΟΣ ΓΙΑ ΤΗΝ ΣΤΑΘΕΡΗ ΥΠΗΡΕΣΙΑ (ECS)

ΠΡΟΛΟΓΟΣ

Οἱ Διευθύνσεις/Ἀνεγνωρισμένοι Ἰδιωτικοὶ Φορεῖς :
Διεύθυνση Ταχυδρομείων και Τηλεπικοινωνιῶν Τουρκίας
Γαλλικὴ Διεύθυνση Ταχυδρομείων και Τηλεπικοινωνιῶν

Διεύθυνση Τηλεγραφίας και Τηλεφωνίας Βελγίου
Πορτογαλικὴ Ἐταιρεία Radio Markoni
Ἰταλικὴ Διεύθυνση Ταχυδρομείων και Τηλεπικοινωνιῶν
Ἐθνικὴ Τηλεφωνικὴ Ἐταιρεία Ἰσπανίας
Ὑλλανδικὴ Διεύθυνση Ταχυδρομείων Τηλεγραφίας και Τηλεφωνίας

Ταχυδρομεῖα και Τηλεπικοινωνίες Γερμανίας
Σουηδικὴ Διεύθυνση Τηλεπικοινωνιῶν
Νορβηγικὴ Διεύθυνση Τηλεπικοινωνιῶν
Διεύθυνση Ταχυδρομείων και Τηλεπικοινωνιῶν Δανίας
Διεύθυνση Ταχυδρομείων και Τηλεγραφίας Φινλανδίας
Γενικὴ Διεύθυνση τῆς Ἐπιχειρήσεως Ταχυδρομείων Τηλεγραφίων και Τηλεφώνων Ἑλβετίας

Διεύθυνση Ταχυδρομείων και Τηλεπικοινωνιῶν Λουξεμβούργου

Ταχυδρομεῖα τοῦ Ἡνωμ. Βασιλείου Μεγάλης Βρετανίας και Βόρειας Ἰρλανδίας

Ἐνωσιν Ταχυδρομείων, Τηλεγραφίας και Τηλεφωνίας Γιουγκοσλαβίας

ἐπιθυμώντας νὰ συμμετάσχουν στὴν ἴδρυσιν, λειτουργίαν, συντήρησιν και χρῆσιν τοῦ διαστημικοῦ τομέα τοῦ ECS ὅπως περιγράφεται στὸ Συννημμένο 1 τῆς παρούσας Συμπληρωματικῆς Συμφωνίας.

Συμφωνοῦν μετὰ τὰ ἀκόλουθα

Ἄρθρο 1. (Ὁρισμοί).

Ἡ ἔκφρασις «Ἰδρυτικὴ Συμφωνία» σημαίνει τὴν Συμφωνία γιὰ τὴν ἴδρυσιν Προσωρινοῦ Εὐρωπαϊκοῦ Ὁργανισμοῦ Δουρυφορικῶν Τηλεπικοινωνιῶν καλουμένου «ΠΡΟΣΩΡΙΝΟΣ EUTELSAT».

Ἄρθρο 2. (Δικαιώματα και Ἰποχρεώσεις τῶν Συμβαλλόμενων).

α) Μετὰ τὴν παρούσα Συμπληρωματικὴ Συμφωνία, οἱ Συμβαλλόμενοι συμφωνοῦν νὰ συμμετάσχουν στὴν ἴδρυσιν, λειτουργίαν, συντήρησιν και χρῆσιν τοῦ Διαστημικοῦ τομέα τοῦ ECS και ἀναλαμβάνουν ἕλες τὶς συνεπαγόμενες ὑποχρεώσεις και εὐθύνες πού ἀπορρέουν ἀπὸ τὴν Ἰδρυτικὴ Συμφωνία και ἀπὸ τὴν παρούσα Συμπληρωματικὴ Συμφωνία.

β) Οἱ Συμβαλλόμενοι ἔχουν τὸ δικαίωμα χρῆσεως τῆς χωρητικότητος τοῦ διαστημικοῦ τομέα τοῦ ECS ἀνάλογα πρὸς τὸ μερίδιόν τους χρηματοδοτήσεως.

Ἄρθρο 3. (Ὀικονομικὲς Διατάξεις πρόσθετες στὴν Ἰδρυτικὴ Συμφωνία).

α) Κάθε Συμβαλλόμενος συνεισφέρει στις ἀνάγκες χρηματοδοτήσεως πού ἀναφέρονται στὴν παράγραφον ε) τοῦ ἄρθρου 12 τῆς Ἰδρυτικῆς Συμφωνίας ἀνάλογα πρὸς τὸ μερίδιόν του χρηματοδοτήσεως.

β) Βάσει ἐσωτερικῶν διατάξεων τῆς Εὐρωπαϊκῆς Ἰπηρεσίας Διαστήματος και κανονισμῶν πληρωμῶν πού συμφωνήθηκαν μετὰξὺ τῆς Εὐρωπαϊκῆς Ἰπηρεσίας Διαστήματος και τοῦ ΠΡΟΣΩΡΙΝΟΥ EUTELSAT ἡ κοινοποίησιν πού γίνεται ἀπὸ τὴν Εὐρωπαϊκὴ Ἰπηρεσία Διαστήματος στὸν ΠΡΟΣΩΡΙΝΟ EUTELSAT γιὰ τὴν εἰσπράξιν τῶν ποσῶν πού καταβλήθηκαν ἀπὸ ὅποιοδήποτε κράτος μέλος, ἀναφερομένων σὲ προμήθεια ὑλικῶν ἢ σὲ παροχὴ ὑπηρεσιῶν ἀπὸ τὴν Εὐρωπαϊκὴ Ἰπηρεσία Διαστήματος στὸν ΠΡΟΣΩΡΙΝΟ EUTELSAT και πού διαφοροτικὰ θὰ ἐχρεῶνοντο, σύμφωνα μετὰ τὸ παρὸν ἄρθρον, σ' ἕνα ἀπὸ τὸς Συμβαλλόμενους, ἀποτελεῖ ἐκπλήρωσιν τῶν ὑποχρεῶσεων τοῦ ἐν λόγω Συμβαλλόμενου ἀναφορικὰ μετὰ τὰ ποσὰ τὰ καταβληθέντα γιὰ τοὺς προαναφερθέντες λόγους ἀλλὰ ὄχι γιὰ ποσὰ σχετικὰ μετὰ ἄλλες ἀνάγκες χρηματοδοτήσεως.

γ) Ἀπὸ τῆς ἐνάρξεως ἰσχύος τῆς παρούσας Συμπληρωματικῆς Συμφωνίας, τὰ μερίδια χρηματοδοτήσεως τῶν Συμβαλλόμενων ἀντιστοιχοῦν στὰ ἀρχικὰ μερίδια χρηματοδοτήσεως καθοριζόμενα σύμφωνα μετὰ τὸ Συννημμένο 2 τῆς παρούσας Συμπληρωματικῆς Συμφωνίας, προσαρμοζόμενα, ἂν χρειασθεῖ, ἔτσι ὥστε τὸ ἄθροισμα ὅλων τῶν μεριδίων χρηματοδοτήσεως νὰ ἀνέρχεται στὸ 100 %.

δ) Έκτος από τα προβλεπόμενα στις παραγράφους ιγ) και ιδ) του Άρθρου 12 τής Ίδρυτικής Συμφωνίας, τα μερίδια χρηματοδότησεως των Συμβαλλομένων παραμένουν εκείνα που καθορίστηκαν σύμφωνα με την παράγραφο (γ) του παρόντος Άρθρου, μέχρι τής ημερομηνίας που θα καθορισθεί από το Συμβούλιο του ECS και που θα όριστεί μεταξύ 4 και 5 ετών μετά την ημερομηνία κατά την οποία θα τεθεί ο πρώτος δορυφόρος σε τροχιά, σε κατάσταση λειτουργίας ή συντομώτερα, αφού 15 Συμβαλλόμενοι προσχώρησαν στο διαστημικό τομέα του ECS ή μέσω ιδιικών τους σταθμών έδαφους ή μέσω σταθμών έδαφους άλλων Συμβαλλομένων.

ε) Από την ημερομηνία που θα καθορίζεται από το Συμβούλιο του ECS σύμφωνα με την παράγραφο δ) του παρόντος Άρθρου και παράλληλα με τον καθορισμό των μεριδίων χρηματοδότησεως που προβλέπεται στις παραγράφους ιγ) και ιδ) του Άρθρου 12 τής Ίδρυτικής Συμφωνίας, το Συμβούλιο του ECS καθορίζει ετήσιως τα μερίδια χρηματοδότησεως των Συμβαλλομένων, τα όποια ισχύουν από τής ημερομηνίας του καθορισμού. Οι ετήσιοι καθορισμοί των μεριδίων χρηματοδότησεως γίνονται με βάση την αθροιστική ημερήσια χρήση του διαστημικού τομέα από τους Συμβαλλομένους κατά την διάρκεια των 90 ημερών προ τής ημερομηνίας του καθορισμού. Προσωρινή χρήση δεν συμπεριλαμβάνεται σ' αυτούς τους καθορισμούς. Αν Συμβαλλόμενος άρχισι χρήση του διαστημικού τομέα εντός του διαστήματος των 90 ημερών που προηγείται ενός τέτοιου καθορισμού, το Συμβούλιο ECS καθορίζει κατόπιν συνεννόησεως με τον εν λόγω Συμβαλλόμενο, το μερίδιό του χρηματοδότησεως για την ετήσια περίοδο που έπεται τής ημερομηνίας καθορισμού.

στ) Για την κατανομή τής χωρητικότητας του διαστημικού τομέα μεταξύ των Συμβαλλομένων σύμφωνα με τις διατάξεις του Άρθρου 2 παράγραφος β) τής παρούσας Συμπληρωματικής Συμφωνίας, το Συμβούλιο ECS καθορίζει από το έτος κατά το οποίο τέθηκε σε τροχιά ο πρώτος δορυφόρος σε κατάσταση λειτουργίας και κάθε επόμενο έτος την χωρητικότητα του διαστημικού τομέα που θα κατανέμεται μεταξύ των Συμβαλλομένων ετήσιως λαμβάνοντας υπόψη τον πίνακα που περιέχεται στο Συννημμένο 1 τής παρούσας Συμπληρωματικής Συμφωνίας.

ζ) Μέχρις ότου εφαρμοσθούν οι διατάξεις που περιέχονται στην παράγραφο η) του παρόντος άρθρου.

1. Οι πληρωμές συνεισφορών από τους Συμβαλλομένους για τα μερίδιά τους χρηματοδότησεως θεωρούνται τέλη χρήσεως για την χρήση τής χωρητικότητας του διαστημικού τομέα εντός των ορίων τής έκχωρουμένης χωρητικότητας στους Συμβαλλομένους σύμφωνα με το Άρθρο 2 παράγραφος β) τής παρούσας Συμπληρωματικής Συμφωνίας και τής παραγράφου στ) του παρόντος Άρθρου, και μόνο για λόγους συμφωνίας με τις διατάξεις του Άρθρου 12 ι) τής Ίδρυτικής Συμφωνίας και χωρίς να λαμβάνονται υπόψη οικονομικές διατάξεις που το Συμβούλιο ECS ενδέχεται να υιοθετήσει.

2. Κάθε Συμβαλλόμενος, με την επιφύλαξη έγκρίσεως από το Συμβούλιο ECS έχει το δικαίωμα να χρησιμοποιεί χωρητικότητα διαστημικού τομέα επί πλέον τής χωρητικότητας που έχει έκχωρηθεί σ' αυτόν σύμφωνα με το Άρθρο 2 τής παρούσας Συμπληρωματικής Συμφωνίας και τής παραγράφου στ) του παρόντος Άρθρου καταβάλλοντας τέλος που θα καθορισθεί από το Συμβούλιο ECS. Προκειμένου να αποφασισθεί πόση χωρητικότητα μπορεί να χρησιμοποιηθεί από τους Συμβαλλομένους πέρα τής χωρητικότητας που έχει έκχωρηθεί σ' αυτούς σύμφωνα με το Άρθρο 2 παράγραφος β) τής παρούσας Συμπληρωματικής Συμφωνίας και τής παραγράφου στ) του παρόντος Άρθρου το Συμβούλιο ECS θα λάβει υπόψη τις ανάγκες των χρηστών και μελλοντικών χρηστών κατά τα επόμενα έτη.

η) Από την ημερομηνία που καθορίστηκε σύμφωνα με την παράγραφο δ) του παρόντος Άρθρου και εφ' όσον δεν αποφασίσει διαφορετικά το Συμβούλιο ECS, τα τέλη χρήσεως εφαρμόζονται, έχοντας υπόψη τις διατάξεις του Άρ-

θρου 12 ι) και του άρθρου 20 τής Ίδρυτικής Συμφωνίας, με σκοπό την εξασφάλιση εσόδων ικανών να καλύψουν με λογικούς όρους και μέσα σε λογικά χρονικά όρια τα έξοδα λειτουργίας, συντηρήσεως και διαχειρίσεως και την παροχή που το Συμβούλιο ECS ενδεχομένως αποφασίζει ότι είναι απαραίτητα για την ικανοποίηση οικονομικών αναγκών.

θ) Σε κάθε τροποποίηση των μεριδίων χρηματοδότησεως μετά τον καθορισμό των μεριδίων χρηματοδότησεως από τής έναρξεως τής ισχύος τής παρούσας Συμπληρωματικής Συμφωνίας σύμφωνα με την παράγραφο γ) του παρόντος Άρθρου οι οικονομικοί διακανονισμοί πραγματοποιούνται μεταξύ των Συμβαλλομένων με βάση εκτίμηση που γίνεται από το Συμβούλιο ECS σύμφωνα με αρχές που καθορίζονται από τον εν λόγω Συμβούλιο το συντομώτερο δυνατό. Εν τούτοις οι διακανονισμοί αυτοί πρέπει να παραμένουν σε ισχύ εντός λογικών ορίων που καθορίζονται από το Συμβούλιο ECS λαμβανομένων υπόψη του συμφέροντος όλων των Συμβαλλομένων και των όρων χρήσεως του διαστημικού τομέα ECS.

Άρθρο 4. (Ανώτατο επιτρεπόμενο ύψος οικονομικών υποχρεώσεων).

α) Η συνολική οικονομική υποχρέωση όλων των Συμβαλλομένων περιορίζεται :

1. Στο μερίδιο του διαστημικού τομέα του ECS στα έξοδα διαχειρίσεως του ΠΡΟΣΩΡΙΝΟΥ EUTELSAT.

2. Σε όλες τις ανάγκες χρηματοδότησεως τις αναφερόμενες στο διαστημικό τομέα του ECS και που αποδίδονται στον ΠΡΟΣΩΡΙΝΟ EUTELSAT.

3. Σε αποζημιώσεις καταβληθείσες από τον ΠΡΟΣΩΡΙΝΟ EUTELSAT δυνάμει του Άρθρου 16 β) τής Ίδρυτικής Συμφωνίας.

β) Το σύνολο των οικονομικών συμμετοχών συμπεριλαμβανομένων ενδεχομένως, τελών χρήσεως, όλων των Συμβαλλομένων στις οικονομικές υποχρεώσεις που αναφέρονται στην παραγράφ. α) 1 και 2 του παρόντος άρθρου υπόκειται σ' ετήσιο ανώτατο όριο :

1. Ένός (1) εκατομμυρίου λογιστικών μονάδων κατά την διάρκεια τής περιόδου μεταξύ τής έναρξεως ισχύος τής παρούσας Συμπληρωματικής Συμφωνίας και τής ημερομηνίας τής πρώτης πληρωμής από τον ΠΡΟΣΩΡΙΝΟ EUTELSAT για το διαστημικό τομέα του ECS, εν τούτοις ή ημερομηνία αυτή, δεν μπορεί να είναι προγενέστερη τής θέσεως σε τροχιά του πρώτου δορυφόρου σε κατάσταση λειτουργίας.

2. Δέκα (10) εκατομμυρίων λογιστικών μονάδων στα επίπεδα τιμών τής 31 Δεκεμβρίου 1976 εν συνεχεία. Το ανώτατο αυτό επιτρεπτό ύψος αναθεωρείται ετήσιως από το Συμβούλιο του ECS για να λαμβάνονται υπόψη οι αλλαγές στα επίπεδα τιμών. Για τον σκοπό αυτό το Συμβούλιο του ECS λαμβάνει υπόψη τον τύπο αναθεωρήσεως τιμών που έχει συμπεριληφθεί στη Συμφωνία Προμηθειών του διαστημικού τομέα ECS.

γ) Έκτος από τις τροποποιήσεις στο ανώτατο επιτρεπτό ύψος που προκύπτουν από την αναθεώρηση τιμών όπως περιγράφεται στην παράγραφο β) 2 του παρόντος άρθρου τα ανώτατα επιτρεπτά όρια μπορεί να τροποποιηθούν με πλειοψηφία 2/3 του συνόλου των μελών του Συμβουλίου υπό την προϋπόθεση ότι η πλειοψηφία αυτή αντιπροσωπεύει τουλάχιστον τα 2/3 του συνόλου των σταθμισμένων ψήφων όλων των Συμβαλλομένων τής παρούσας Συμπληρωματικής Συμφωνίας.

δ) Η αξία τής λογιστικής μονάδος στην οποία εκφράζονται τα ποσά που αναφέρονται ανωτέρω είναι ισοδύναμη με την αξία τής λογιστικής μονάδος STANDARD BASE-KET που δημιουργήθηκε με απόφαση του Συμβουλίου των Ευρωπαϊκών Κοινοτήτων στις 21 Απριλίου 1975 ή με κάποια άλλη λογιστική μονάδα που πιθανόν να υιοθετεί το Συμβούλιο των Ευρωπαϊκών Κοινοτήτων.

"Άρθρο 5. (Αποχώρηση).

Έκτος από την περίπτωση που το Συμβούλιο ECS έχει διαφορετική γνώμη το μέρος των συνεισφορών κεφαλαίου, το όφειλόμενο από ένα Συμβαλλόμενο ο οποίος έχει αποχωρήσει ή θεωρείται πως έχει αποχωρήσει από την παρούσα Συμπληρωματική Συμφωνία, σύμφωνα με το Άρθρο 13 της Ίδρυτικής Συμφωνίας σχετικά με κάθε συμβατική δέσμευση σαφώς έγκριμένη από το Συμβούλιο ECS προ της ημερομηνίας της τριαύτης αποχώρησης, προσδιορίζεται βάσει του μεριδίου χρηματοδότησης του Συμβαλλομένου αυτού σε χρόνο που το Συμβούλιο ECS θεωρεί κατάλληλο για όλες τις περιστάσεις.

"Άρθρο 6. (Έναρξη ισχύος και Διάρκεια).

α) Η παρούσα Συμπληρωματική Συμφωνία τίθεται σε ισχύ 15 ημέρες αφ' ότου υπογραφεί από δεκατρείς τουλάχιστον Συμβαλλομένους που αντιπροσωπεύουν τουλάχιστον το 85 % (ογδόντα πέντε τοίς εκατό) των αρχικών μεριδίων χρηματοδότησης.

β) Η παρούσα Συμπληρωματική Συμφωνία είναι ανοικτή για υπογραφή μέχρι την 1 Σεπτεμβρίου 1978.

Εάν, κατά την ημερομηνία αυτή, οι όροι που απαιτούνται σύμφωνα με την παράγραφο α) του παρόντος άρθρου δεν έχουν επιτευχθεί, η παρούσα Συμπληρωματική Συμφωνία δεν τίθεται σε ισχύ.

γ) Η παρούσα Συμπληρωματική Συμφωνία παραμένει σε ισχύ μέχρις ότου τεθεί σε ισχύ νέα Συμφωνία που θα την αντικαταστήσει ή μέχρις ότου οι Συμβαλλόμενοι αποφασίσουν για την έκπρωσή της.

δ) Η παρούσα Συμπληρωματική Συμφωνία παύει επίσης να ισχύει :

1. Εάν η Ευρωπαϊκή Υπηρεσία Διαστήματος αποφασίσει να μη παρέξει τον Διαστημικό τομέα του ECS τουλάχιστον με τα τεχνικά και λειτουργικά χαρακτηριστικά που περιγράφονται στο Συνημμένο Νο1.

2. Αν δεν έχει υπογραφεί μέχρι το τέλος του 1980 ικανοποιητική συμφωνία μεταξύ του ΠΡΟΣΩΡΙΝΟΥ EUTEL-SAT και της Ευρωπαϊκής Υπηρεσίας Διαστήματος.

3. Αν, μέχρι το τέλος του 1984 όλες οι προσπάθειες για παροχή του Διαστημικού τομέα του ECS έχουν ναυαγήσει.

4. Κατά την αντικατάσταση του Διαστημικού τομέα του ECS που περιγράφεται στο Συνημ. Νο 1.

ε) Προκειμένου να συνεχισθεί ή λειτουργία του Διαστημικού τομέα του ECS κατά τον τεματισμό της περιόδου που ορίζεται στην Συμφωνία με την Ευρωπαϊκή Υπηρεσία Διαστήματος για την παροχή διαστημικού τομέα του ECS προτείνει εγκαίρως στους Συμβαλλομένους τις αναγκαίες τροποποιήσεις της παρούσας Συμπληρωματικής Συμφωνίας. Άρθρο 7. (Διάφορα).

α) Από της έναρξης ισχύος της ή παρούσα Συμπληρωματική Συμφωνία αποτελεί αναπόσπαστο μέρος της Ίδρυτικής Συμφωνίας.

β) Η παρούσα Συμπληρωματική Συμφωνία έχει συνταχθεί στην Γαλλική γλώσσα σ' ένα αντίτυπο που αποτελεί το μόνο πρωτότυπο που θα κατατεθεί στην Διεύθυνση της Έδρας ή οποία θα στείλει ένα επικυρωμένο αντίγραφο σε κάθε Συμβαλλόμενο.

γ) Ο Πρόλογος και τα Συνημμένα 1 και 2 αποτελούν αναπόσπαστο μέρος της παρούσας Συμπληρωματικής Συμφωνίας.

δ) Η Διεύθυνση της Έδρας ενημερώνει όλες τις Διευθύνσεις Μέλη της CEPT το συντομότερο δυνατόν σχετικά με :

1. Κάθε υπογραφή που τίθεται στη Παρούσα Συμπληρωματική Συμφωνία.

2. Την έναρξη της 15ήμερου περιόδου που αναφέρεται στην παράγραφο α) του Άρθρου 6 της παρούσας Συμπληρωματικής Συμφωνίας.

3. Την έναρξη ισχύος της παρούσας Συμπληρωματικής Συμφωνίας.

"Άρθρο 8. (Γραμματεία).

Το Συμβούλιο ECS μαζί με τον Γενικό Γραμματέα λαμβάνει τα αναγκαία μέτρα σχετικά με τις υπηρεσίες γραμματείας, σύμφωνα με τις διατάξεις του Άρθρου 9 της Ίδρυτικής Συμφωνίας. Το Συμβούλιο βοηθείται από το προσωπικό της Μόνιμης Γραμματείας.

Είς μαρτυρίαν των ανωτέρω τα μέλη της παρούσας Συμπληρωματικής Συμφωνίας την υπέγραψαν δια των αντίστοιχων αντιπροσώπων τους καταλλήλως εξουσιοδοτημένων προς τον σκοπό αυτό.

Πραγματοποιήθηκε στο Παρίσι

την 10 Μαρτίου 1978

ΣΥΝΗΜΜΕΝΟ Νο 1

ΠΕΡΙΓΡΑΦΗ ΤΟΥ ΔΙΑΣΤΗΜΙΚΟΥ ΤΟΜΕΑ ΤΟΥ ECS

1. Ο Διαστημικός τομέας του ECS αποτελείται από δορυφόρους σε τροχιά και τον εξοπλισμό και τις εγκαταστάσεις τηλεπικοινωνίας, τηλεμετρήσεων, τηλεκατευθύνσεως και άλλων εργασιών απαραίτητων για την λειτουργία των δορυφόρων αυτών.

2. Οι δορυφόροι που προέρχονται από τον δορυφόρο OTS βασικά περιλαμβάνουν κατ' αρχή 12 ενισχυτές, χωρίς εφεδρεία, ονομαστικού εύρους ζώνης 80 MHz, με τροφοδότηση ηλεκτρικής ενέργειας ικανής για την λειτουργία 9 εξ αυτών σε ήλιακό φως και 5 υπό έκλειψη. Οι κεραίες εξασφαλίζουν τις ακόλουθες καλύψεις : Ευρωπαϊκή ζώνη για λήψη, Ευρωπαϊκή ζώνη, Ατλαντική ζώνη, Δυτική και Ανατολική ζώνη, για έκπομπη (βλ. Σχ. 1 του Συνημμένου Νο 3).

Η πρωτεύουσα κάθε χώρας των Διευθύνσεων μελών της CEPT περιέχεται στην Ευρωπαϊκή ζώνη για λήψη, στην Ευρωπαϊκή ζώνη για έκπομπη και σε μία τουλάχιστον από τις ακόλουθες τρεις ζώνες και συγκεκριμένα δηλ. την «Ατλαντική», την «Δυτική» και την «Ανατολική» ζώνη, υπό την προϋπόθεση ότι η χώρα αυτή είναι εξ ολοκλήρου ή κατά ένα μέρος εντός της γραμμοσκιασμένης περιοχής του Σχ. 1 του Συνημ. 3.

3. Υπό κανονικές συνθήκες λειτουργίας δύο δορυφόροι εύρισκονται σε τροχιά σε κατάσταση λειτουργίας, μεταξύ των 10 και 12 μοιρών Ανατολικά επί σχεδόν ίσημερινής σύγχρονης τροχιάς.

4. Για να θεωρηθεί ότι εύρισκονται σε κατάσταση λειτουργίας οι δύο δορυφόροι που αναφέρονται στην παράγραφο 3 ανωτέρω, πρέπει να είναι σύμφωνοι με τις προδιαγραφές που υιοθετεί το Συμβούλιο του ECS και πρέπει ο καθένας να διαθέτει τον ελάχιστο αριθμό ενισχυτών σε κατάσταση λειτουργίας, όπως αναφέρεται στον Πίνακα 1 του Συνημμένου 3.

5. Προκειμένου να εξασφαλισθεί η συνέχεια της τηλεπικοινωνιακής υπηρεσίας, τίθεται σε κατάσταση λειτουργίας ένας δορυφόρος, το συντομότερο δυνατόν, στην περίπτωση που ο ένας από τους δύο δορυφόρους που αναφέρονται στην παράγραφο 3 ανωτέρω δεν διαθέτει πλέον τον ελάχιστο αριθμό ενισχυτών σε κατάσταση λειτουργίας όπως εκτίθεται στον Πίνακα 1 του Συνημμένου 3, ή είναι αδύνατον να χρησιμοποιηθεί πιά.

ΣΥΝΗΜΜΕΝΟ Νο 2

Αρχικά μερίδια χρηματοδότησεως πρό τῆς ἐνάρξεως ἰσχύος.

1. Πρό τῆς ἐνάρξεως ἰσχύος τῆς παρούσας Συμπληρωματικῆς Συμφωνίας, τὰ ἀρχικά μερίδια χρηματοδότησεως τῶν Συμβαλλομένων εἶναι τὰ ἀκόλουθα :

Γερμανία	9.9 %
Αὐστρία	1.2 %
Βέλγιο	3.5 %
Δανία	3.0 %
Ἰσπανία	4.25 %
Φινλανδία	2.5 %
Γαλλία	15.0 %
Ἰταλία	10.5 %
Λουξεμβούργο	0.2 %
Νορβηγία	2.3 %
Ὀλλανδία	5.0 %
Πορτογαλία	2.8 %
Ἡνωμένο Βασίλειο	15.0 %
Σουηδία	5.0 %
Ἑλβετία	4.0 %
Τουρκία	0.85 %
Μὴ ἐκχωρημένο μερίδιο	15.0 %
Σύνολο	100 %

2. Κάθε Συμβαλλόμενος ἔχει τὴν δυνατότητα, πρό τῆς ἐνάρξεως ἰσχύος τῆς παρούσας Συμπληρωματικῆς Συμφωνίας, νὰ ἀποδεχθεῖ ἀρχικὸ μερίδιο χρηματοδότησεως μεγαλύτερο ἐκείνου ποῦ ἀναγράφεται στὸ παρὸν συνημμένο ἄν :

α) ἄλλοι Συμβαλλόμενοι δέχονται νὰ μειώσουν ἀντιστοίχως τὸ ἀρχικὸ μερίδιο χρηματοδότησεως ἢ

β) ἢ παροῦσα Συμπληρωματικὴ Συμφωνία δὲν τεθεῖ σὲ ἰσχύ μὲχρι τὴν 21 Ἰουλίου 1978.

Οἱ ἐνδιαφερόμενοι Συμβαλλόμενοι ἐνημερώνουν τὴν Διεύθυνση τῆς Ἐδρας ἢ ὅποια συντάσσει καὶ διανέμει ἀναθεωρημένο πίνακα τῶν ἀρχικῶν μεριδίων χρηματοδότησεως, πρὸς ὅλους τοὺς Συμβαλλόμενους.

3. Συμβαλλόμενος ὁ ὅποιος δὲν συμπεριλαμβάνεται στὸν πίνακα τῆς παραγράφου 1 τοῦ παρόντος Συνημμένου καὶ ποῦ ὑπογράφει τὴν παροῦσα Συμπληρωματικὴ Συμφωνία πρό τῆς ἐνάρξεως ἰσχύος τῆς, δηλώνει στὴν Διεύθυνση τῆς Ἐδρας τὸ προτεινόμενο ἀρχικὸ μερίδιό του χρηματοδότησεως, ποῦ θὰ κυμαίνεται μέσα στὰ ὅρια τοῦ μὴ ἐκχωρηθέντος μεριδίου ποῦ ἀναγράφεται στὸν προαναφερθέντα πίνακα.

Ἐὰν πρό τῆς ἐνάρξεως ἰσχύος τῆς παρούσας Συμπληρωματικῆς Συμφωνίας, Συμβαλλόμενος ὑπογράφει τὴν Συμπληρωματικὴ Συμφωνία ὅταν ὁλόκληρο τὸ μὴ ἐκχωρηθὲν μερίδιον στὸν προαναφερθέντα πίνακα ἔχει ἐξαντληθεῖ ἐκχωρεῖται στὸν Συμβαλλόμενο μέγιστο ἀρχικὸ μερίδιο χρηματοδότησεως ποῦ δὲν ὑπερβαίνει τὸ 4 %.

Ἡ Διεύθυνση τῆς Ἐδρας προσθέτει τότε τὸ ὄνομα τοῦ νέου Συμβαλλομένου καὶ τὸ ἀρχικὸ μερίδιο χρηματοδοτή-

σεως αὐτοῦ στὸν πίνακα μεριδίων χρηματοδότησεως τῆς παραγράφου 1 τοῦ παρόντος Συνημμένου. Τὸ ἀρχικὸ αὐτὸ μερίδιο χρηματοδότησεως ὑποβάλλεται ἐν συνεχείᾳ στὸ Συμβούλιο τοῦ ECS γιὰ ἔγκριση ἢ τροποποίηση.

ΣΥΝΗΜΜΕΝΟ ΦΥΛΛΟ Νο 2

Ἀρχικά μερίδια χρηματοδότησεως πρὶν ἀπὸ τὴν ἐναρξὴ ἰσχύος.

(Ἀναθεωρημένα τὴν 25 Ἰουλίου 1978)

1. Πρὶν ἀπὸ τὴν ἐναρξὴ ἰσχύος τῆς παρούσας Συμπληρωματικῆς Συμφωνίας, τὰ ἀρχικά μερίδια χρηματοδότησεως τῶν Συμβαλλομένων εἶναι τὰ ἀκόλουθα :

Γερμανία	9.9 %
Αὐστρία	1.2 %
Βέλγιο	4.5 %
Δανία	3.0 %
Ἰσπανία	4.25 %
Φινλανδία	2.5 %
Γαλλία	15.0 %
Ἰταλία	10.5 %
Λουξεμβούργο	0.2 %
Νορβηγία	2.3 %
Ὀλλανδία	5.0 %
Πορτογαλία	2.8 %
Ἡν. Βασίλειο	15.0 %
Σουηδία	5.0 %
Ἑλβετία	4.0 %
Τουρκία	0.85 %
Μὴ ἐκχωρημένο μερίδιο	14.0 %

Σύνολο 100 %

ΣΥΝΗΜΜΕΝΟ ΦΥΛΛΟ Νο 2

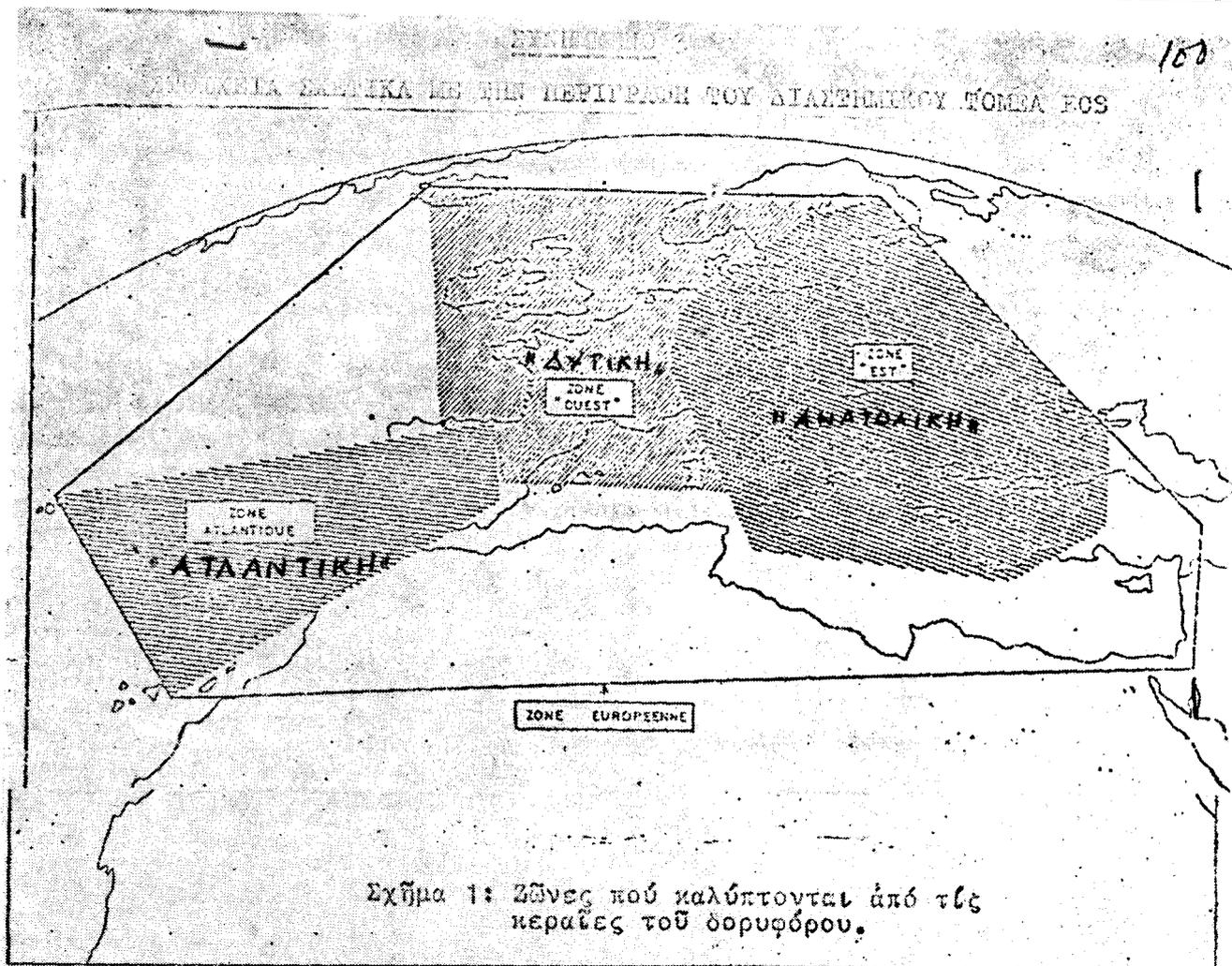
Ἀρχικά μερίδια χρηματοδότησεως πρὶν ἀπὸ τὴν ἐναρξὴ ἰσχύος.

(Ἀναθεωρημένα τὴν 27η Ἰουλίου 1978)

1. Πρὶν ἀπὸ τὴν ἐναρξὴ ἰσχύος τῆς παρούσας Συμπληρωματικῆς Συμφωνίας τὰ ἀρχικά μερίδια χρηματοδότησεως τῶν Συμβαλλομένων εἶναι τὰ ἀκόλουθα :

Γερμανία	9.9 %
Αὐστρία	1.8 %
Βέλγιο	4.5 %
Δανία	3.0 %
Ἰσπανία	4.25 %
Φινλανδία	2.5 %
Γαλλία	15.0 %
Ἰταλία	10.5 %
Λουξεμβούργο	0.2 %
Νορβηγία	2.3 %
Ὀλλανδία	5.0 %
Πορτογαλία	2.8 %
Ἡν. Βασίλειο	15.0 %
Σουηδία	5.0 %
Ἑλβετία	4.0 %
Τουρκία	0.85 %
Μὴ ἐκχωρημένο μερίδιο	13.4 %

Σύνολο 100 %



ΠΙΝΑΚΑΣ 1

ΕΤΟΣ	Ἐλάχιστος ἀριθμὸς ἐνισχυτῶν σὲ λειτουργία				
	Εὐρωπαϊκὴ Ζώνη Ἐκπομπῆς	Ζώνη Ἀτλαντικοῦ	Δυτικὴ Ζώνη	Ἀνατολ. Ζώνη	ΣΥΝΟΛΟ
1981	2	1	1	1	5
1982	2	1	1	1	5
1983	2	1	2	1	6
1984	2	1	3 2	1 2	7
1985	2	1	4 3	1 2	8
ἄπὸ 1986 καὶ ἔπειτα	2	1	5 4 3	1 2 3	9

Ἄρθρον δεύτερον.

Ἡ ἰσχὺς τοῦ παρόντος ἀρχεῖται ἀπὸ τῆς δημοσιεύσεως αὐ-
τοῦ διὰ τῆς Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 25 Ἰουνίου 1980

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ
ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ Γ. ΚΑΡΑΜΑΝΛΗΣ

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΕΞΩΤΕΡΙΚΩΝ

ΣΥΓΚΟΙΝΩΝΙΩΝ

ΚΩΝΣΤ. ΜΗΤΣΟΤΑΚΗΣ ΓΕΩΡΓ. ΠΑΝΑΓΙΩΤΟΠΟΥΛΟΣ

Ἐθεωρήθη καὶ ἐτέθη ἡ μεγάλη τοῦ Κράτους σφραγίς.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 25 Ἰουνίου 1980

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ
ΓΕΩΡΓΙΟΣ ΣΤΑΜΑΤΗΣ